

JOURNAL

DE

CHIMIE MÉDICALE,

DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

4^{me} Série; Tome VII; N° 5. — Mai 1861.

CHIMIE.

—

DE LA FABRICATION DE L'OXYGÈNE.

Par MM. SAINTE-CLAIRE-DEVILLE et DEBRAY.

La production économique de l'oxygène a toujours préoccupé les chimistes. Si cette question était heureusement résolue, cela rendrait de grands services aux industries chimiques et métallurgiques, à l'éclairage et même à la médecine. Les résultats obtenus par les deux habiles manipulateurs ont-ils complètement atteint ce but? Nous ne le pensons pas. En attendant mieux, nous décrirons avec plaisir leurs travaux à ce sujet, et il en ressortira quelque profit pour la pratique.

Les auteurs ont expérimenté sur de grandes masses d'oxygène extraites du manganèse, du chlorate de potasse, du chlorure de chaux, nitrate de soude, de baryte, bioxyde de baryum, sulfate de zinc, acide sulfurique et autres sources plus ou moins ordinaires, sulfate de zinc et acide sulfurique.

Les deux dernières matières n'avaient pas encore été expérimentées jusqu'ici à cette intention. Elles sont devenues l'objet principal de cette nouvelle étude.

Le sulfate de zinc, qu'on obtient en si grande quantité en pro-

duisant l'électricité de la pile, est une matière sans emploi en ce moment ; on peut utiliser tous ses éléments de la manière suivante : en le calcinant seul dans un vase de terre, on le transforme en un oxyde léger et blanc, quand le sulfate est pur, qu'on peut utiliser pour la teinture ; en **acide sulfureux**, qu'on recueille à l'état de dissolution concentrée ou à l'état de sulfite dont les applications sont aujourd'hui très-nombreuses ; enfin, en oxygène pur.

La décomposition complète du sulfate de zinc n'exige pas une température beaucoup plus élevée que la décomposition du manganèse ; nous l'avons transformé complètement en oxyde de zinc et en un mélange d'eau, d'acide sulfureux et d'oxygène. On les sépare par le procédé qui va être décrit pour la préparation de l'oxygène par l'acide sulfurique.

Celui-ci, en effet, se décompose au rouge en acide sulfureux, eau et oxygène, dans un appareil très-simple : une petite cornue de 5 litres remplie de feuilles minces de platine, ou mieux encore un serpent de platine rempli de mousse de ce métal et porté au rouge. On y introduit un petit filet d'acide sulfurique passant par un tube en S et provenant d'un vase à niveau constant ; les gaz qui en sortent traversent d'abord un réfrigérant qui en sépare l'eau, puis un laveur de forme spéciale dont la description ne peut trouver place ici. Il s'en échappe constamment du gaz oxygène sans odeur et pur, et une dissolution saturée d'acide sulfureux. Si l'on remplace l'eau de lavage par de la lessive de soude, on recueille du bisulfite de soude saturé d'acide sulfureux, qu'on peut neutraliser par le carbonate de soude et transformer en sulfite neutre ou en hyposulfite.

Si on fait rendre l'eau chargée d'acide sulfureux dans le générateur de vapeur qui alimente les chambres de plomb d'une fabrique d'acide sulfurique, on transforme cet acide sulfureux en acide sulfurique aux dépens de l'oxygène de l'air. Nous avons

calculé qu'il suffirait de brûler dans un four à soufre d'un appareil à acide sulfurique le double du soufre que renferme la dissolution concentrée d'acide sulfureux pour pouvoir utiliser entièrement ce dernier gaz, de sorte qu'une fabrique pourrait, sans augmenter sensiblement la dépense, consacrer le tiers de l'acide sulfurique qu'elle produit à la préparation de l'oxygène. Quant au prix de revient calculé sur ces bases, il est tellement faible que nous n'osons en donner le chiffre, même approximatif. En effet, on n'a plus à compter dans ce prix que la valeur des petites quantités de charbon nécessaire pour maintenir au rouge un appareil de petite dimension, et de nitrate de soude servant à fixer sur l'acide sulfureux l'oxygène de l'air; car notre procédé consiste au fond à emprunter l'oxygène à l'air atmosphérique. De plus, en supposant perdu l'acide sulfureux provenant de la décomposition de l'acide sulfurique, cet acide reste encore l'agent de production le plus économique de l'oxygène, qui ne vaut que 70 centimes le mètre cube dans l'acide des chambres, et qui est bien supérieur sous le rapport même au bioxyde de manganèse. *(Comptes-rendus de l'Académie des sciences.)*

NOTE SUR L'EMPLOI DE L'ACIDE SULFURIQUE DU PLATRE POUR LA
FABRICATION DES SULFATES DE POTASSE ET DE SOUDE.

Par M. MARGUERITTE.

Quand on calcine du sel marin avec un sulfate dont la base peut former un chlorure volatil, on obtient ce chlorure à la distillation et du sulfate de soude pour résidu fixe. Ainsi un mélange de sulfate de zinc et de chlorure de sodium se dédouble par la calcination en sulfate de soude et de chlorure de zinc qui se volatilise. Plusieurs autres sulfates peuvent donner lieu à la même réaction. Toutefois ces résultats sont restés jusqu'ici sans application industrielle, et cela se conçoit aisément : la fabrication du

sulfate de soude par ce moyen implique nécessairement le bas prix et l'abondance du sulfate qui serait employé à la calcination, et les sels de la classe de ceux dont nous parlons sont ou des produits manufacturés ou des résidus de fabrique dont le prix élevé ou la rareté ne permet pas l'emploi.

Cependant l'acide sulfurique existe tout formé dans des composés que la nature nous offre en quantités inépuisables ; tels sont les sulfates de chaux, de magnésie, qui se trouvent à l'état de dissolution dans les eaux de la mer : le plâtre, les sulfates de fer, d'alumine, etc.

Si l'on pouvait, au moyen de ces différentes sources d'acide sulfurique, préparer rapidement et à bon marché un sulfate avec un chlorure qui soit volatil et puisse régénérer le sulfate qui lui a donné naissance, le problème serait résolu. Or, comme on le verra par la réaction qui suit, le sulfate et le chlorure de plomb répondent à toutes les nécessités de l'opération.

On calcine au rouge un mélange fait dans les proportions chimiquement équivalentes de sel marin ou de chlorure de potassium, si c'est le sulfate que l'on veut obtenir, et de sulfate de plomb ; la masse entre en fusion avec la plus grande facilité et devient tout à fait limpide et transparente. Il s'élève à la surface du bain d'épaisses vapeurs de chlorure de plomb, qui cessent de se produire lorsque la réaction entre le chlorure de sodium et le sulfate de plomb est terminée, c'est-à-dire quand le sel marin a été transformé en sulfate de soude, et le sulfate de plomb en chlorure de plomb volatil qui est dégagé par la calcination.

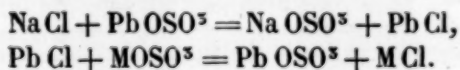
A cette phase de l'opération, on fait écouler la masse en fusion, qui, traitée par l'eau, donne par cristallisation du sulfate de soude, et laisse un résidu insoluble de sulfate de plomb dont la quantité est plus ou moins considérable, selon que la calcination du mélange a été plus ou moins prolongée. Ce sulfate de plomb, qui n'a pas réagi, est employé dans l'opération suivante :

Le chlorure de plomb que l'on a recueilli par condensation est mis en suspension dans de l'eau chargée de sulfate de chaux ou dans de l'eau de mer, qui contient du sulfate de chaux, de magnésie, de potasse et de soude.

Dans tous les cas, le précipité de chlorure de plomb est transformé en sulfate, en donnant naissance à des chlorures solubles qui sont éliminés par les lavages.

Ainsi se trouve régénéré, après chaque calcination, le sulfate de plomb nécessaire à l'opération suivante.

La réaction s'exprime par les formules :



MO représente la base d'un sulfate soluble; car pour régénérer le sulfate de plomb, on pourrait aussi faire réagir le chlorure de plomb sur les sulfates de fer et d'alumine provenant de l'oxydation des schistes alumineux, ou sur un sulfate soluble quelconque.

Quand on fait digérer au sein de l'eau le chlorure de plomb avec du sulfate de chaux, de magnésie, de fer, d'alumine, etc., on recueille tout le sulfate de plomb que l'on doit obtenir, c'est-à-dire que sa régénération est complète, sauf cependant une perte tout à fait insignifiante résultant d'une très-petite quantité de plomb qui reste dans la liqueur éliminée par les lavages. Cette liqueur, en effet, ne prend qu'une légère coloration brune par l'addition du sulfhydrate d'ammoniaque.

Toutefois, il importe d'opérer dans des liqueurs étendues; car si l'on met en contact du sulfate de plomb avec une dissolution concentrée de chlorure de potassium, de sodium, de magnésium ou de calcium, la liqueur filtrée et traitée par un sulfate alcalin donne un précipité de sulfure de plomb, d'où il résulte que le sulfate de plomb, par double décomposition, est transformé par

ces chlorures en chlorure de plomb soluble; ce qui n'a pas lieu lorsque les dissolutions sont étendues.

La régénération du sulfate de plomb était le fait important à établir, car elle est la base et l'économie de l'opération. Quant aux dispositions de l'appareil, elles peuvent varier en satisfaisant toutefois à deux conditions essentielles :

1° La sole creuse sur laquelle s'opère la calcination du mélange doit présenter, pour favoriser la volatilisation du chlorure de plomb, la plus grande surface et la moindre profondeur possibles;

2° La voûte du four doit être surbaissée, de telle sorte que le courant d'air ou de vapeur destiné à entraîner à la surface du bain les vapeurs de chlorure de plomb, soit rapide et efficace sans être surabondant, de manière à refroidir la masse en fusion.

En résumé, l'opération que je viens d'indiquer pour la préparation des sulfates de soude et de potasse consiste dans une simple calcination du sulfate de plomb avec les chlorures de sodium ou de potassium, et dans le contact du chlorure de plomb produit avec du sulfate de chaux ou tout autre sulfate soluble qui régénère le sulfate de plomb.

Ce moyen *continu* de préparer les sulfates de soude et de potasse sans acide sulfurique libre, c'est-à-dire sans chambres de plomb, me paraît offrir des avantages sur le procédé ancien, et constituer un perfectionnement au point de vue de la fabrication de la soude et de la potasse par le procédé Leblanc.

TOXICOLOGIE.

EMPOISONNEMENT PAR LES JOUETS D'ENFANTS.

On communique au *Courrier de la Gironde* (de Bordeaux) le fait suivant :

« Un enfant de trois ans vient de succomber, après soixante-quinze jours de maladie, à un empoisonnement survenu dans les circonstances suivantes : on avait mis entre ses mains un jouet (un bateau chinois); l'enfant l'avait porté plusieurs fois à sa bouche. Au bout de vingt-quatre heures, éclatèrent des symptômes d'empoisonnement dont les conséquences n'ont pu être arrêtées, malgré des soins prodigués pendant deux mois et demi. Un chimiste de notre ville aurait trouvé de l'arsenic et du vert-de-gris dans les couleurs du jouet. »

EMPOISONNEMENT PAR LE VARAIRE ET INCENDIE.

Dans le hameau de la Boiserie, sur les confins du Cantal et de la Haute-Loire, se passait, dans le courant de l'été dernier, une scène de crime tellement affreux qu'on a peine à croire que tant de perversité ne soit pas le résultat de la folie.

Une fille empoisonnant lentement son frère aîné en lui versant à petites doses, et pendant plus de deux mois, un poison végétal extrait d'une plante qui croît en abondance dans les prairies des montagnes de l'Auvergne : le Varaire ou Ellébore blanc; puis, encouragée par le succès de ce premier crime, elle donnait la mort de la même manière à son plus jeune frère; cette fois, quinze jours lui suffisaient pour atteindre son but. En même temps elle essayait sur sa mère, âgée de soixante-dix ans, l'effet de ce même poison; mais, avertie par les soupçons que commençaient à éveiller autour d'elle ces morts imprévues, elle s'arrêtait dans l'accomplissement de ses horribles projets, laissant sa victime revenir à la santé; puis, cherchant un autre moyen de réaliser ses desseins, elle mettait le feu à la maison dans l'intention de faire périr sa victime au milieu des flammes.

L'accusée, Jeanne Journy, a trente-cinq ans; ses traits sont réguliers; son attitude calme, impassible. Après être restée au

couvent, elle a, pendant six ans, mené une existence aventureuse qui l'avait conduite à Paris et à Londres comme domestique ou dame de compagnie. Elle était revenue dans le pays dans un dénûment complet. La haine de Jeanne venait de ce que sa mère avait manifesté l'intention de disposer de la quotité de ses biens en faveur de ses fils.

Les résultats des analyses chimiques des organes des frères Journy n'ont laissé aucun doute sur la cause de leur mort; on y a retrouvé en notable quantité la vératrine, base et principe de l'ellébore blanc. L'accusée, qui a été au service d'un médecin anglais s'occupant d'homœopathie, ne pouvait en ignorer les propriétés.

Le défenseur a plaidé la folie. Reconnue coupable, Jeanne Journy a été condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

EMPOISONNEMENT SUPPOSÉ. — MORT PAR RUPTURE DU CŒUR.

Par M. le docteur PROSPER DELVAUX,

Agrégé de l'Université de Bruxelles (1).

M. le docteur Tardieu a consigné dans les *Annales d'hygiène publique et de médecine légale* des observations pratiques sur les cas de mort naturelle et de maladies spontanées qui peuvent faire croire à un empoisonnement. L'observation suivante d'un empoisonnement supposé et de mort par rupture du cœur, m'a paru assez intéressante pour mériter la publicité.

Gaston D....., qui habitait Lille, s'était rendu à Bruxelles chez un de ses parents; arrivé dans la demeure de ce dernier, il se

(1) Des faits de la même nature doivent journellement se présenter. Souvent, dans des cas de suspicion d'empoisonnement, toutes les expériences chimiques n'ont pu faire trouver de substances toxiques. L'autopsie faite avec détail aurait peut-être fait connaître la cause de la mort.

plaignit de malaise, de violentes crampes d'estomac ; il eut des nausées, des vomissements ; la face était fortement colorée ; les lèvres étaient bleuâtres. Après plusieurs heures d'angoisse, il succomba.

La police fut avertie immédiatement de cette mort inopinée, produite dans des circonstances exceptionnelles. On crut à un empoisonnement.

Le 5 mai 1860, je fus requis, ainsi que M. Depaire, chimiste, par M. le juge d'instruction Vleminck, de Bruxelles, à l'effet de procéder à l'autopsie du cadavre du nommé Gaston D....., de rechercher les causes probables de la mort, d'analyser, le cas échéant, les liquides contenus dans les viscères abdominaux et de déterminer la nature du poison qui pourrait avoir occasionné la mort.

L'autopsie est pratiquée vingt-quatre heures après la mort, dans l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Pierre, de Bruxelles.

Le cadavre est celui d'un homme de forte constitution, de l'âge de cinquante ans. Il est vêtu d'une redingote et d'un pantalon de drap noir, d'un gilet de tricot violet et d'une chemise de toile sans marque, mais souillée à la partie antérieure et inférieure de taches d'urine, et à la partie postérieure et inférieure de taches de matière fécale.

Le corps ne présente aucune trace de violence. Les membres thoraciques et abdominaux sont dans un état de roideur prononcé. Les doigts des mains sont roides et fortement fléchis.

Les ongles des mains sont cyanosés ; ceux des pieds ne présentent pas de coloration anormale.

La peau des régions postérieure, supérieure et latérale droite du crâne est rouge violacée.

Les conjonctives sont injectées. La peau des régions orbitaires et de la joue droite est violacée. Les lèvres sont violacées. La peau des régions claviculaires, des régions dorso-lombaire,

fessière et de la face postérieure des cuisses présente la même coloration.

Le ventre est soulevé et météorisé. La langue est épaisse. La cavité buccale contient des mucosités. Les follicules muqueux du pharynx sont hypertrophiés.

L'appareil respiratoire, le pancréas, la rate et les organes génito-urinaires sont à l'état normal.

Le péricarde est fortement distendu. Lors de sa section, un caillot volumineux de sang noir se fait jour. Le caillot enlevé, on aperçoit à la partie moyenne de la face antérieure du ventricule gauche une solution de continuité linéaire de 23 millimètres de longueur, et dirigée obliquement de droite à gauche et de haut en bas. Une seconde solution de continuité linéaire de 3 centimètres de longueur et parallèle à la première se montre vers le bord gauche du cœur. Ces solutions de continuité communiquent avec la cavité du ventricule gauche.

Le tissu du cœur est ramolli; il a une teinte jaunâtre tirant plus ou moins sur le fauve; la paroi du ventricule gauche est plus mince qu'à l'état normal; il y a dégénérescence graisseuse du cœur.

Le foie et les reins sont hyperémiés.

L'estomac et les intestins sont distendus par des gaz.

L'estomac contient un liquide huileux brun-chocolat, trouble, avec grumeaux blancs nombreux.

La muqueuse stomacale, qui est recouverte de mucus abondant, épais, visqueux, présente une injection violacée par plaques. Ces plaques sont surtout très-nombreuses vers la partie inférieure de ce viscère.

Tout l'intestin grêle, qui offre une injection arborisée rouge violacé, contient, surtout dans sa première portion, une abondante quantité de liquide rouge vineux.

La membrane muqueuse de l'intestin grêle est parsemée de

plaques rouges vineuses très-nombreuses, et des phlyctènes de 2 millimètres à 2 centimètres d'étendue se montrent sur la membrane muqueuse des parties inférieures de l'iléon.

Le gros intestin contient des matières fécales liquides. Il est à l'état normal.

A l'ouverture du crâne, il se fait un écoulement abondant de sang et de sérosité.

Les méninges sont hyperémiées et la substance cérébrale présente un peu moins de consistance qu'à l'état sain.

Gaston D..... avait succombé à une hémorrhagie produite dans le péricarde par rupture du cœur.

En présence des phénomènes morbides qui avaient précédé la mort et des lésions du tube digestif, les vomissements, pouvaient être le résultat de l'action d'une substance toxique introduite dans l'estomac, et, par les efforts produits, être la cause occasionnelle de la rupture du cœur; c'est pourquoi il fut jugé convenable de procéder à l'analyse chimique des matières vomies et de celles contenues dans le tube digestif et dans les principaux viscères.

L'analyse chimique ne révéla la présence d'aucune substance toxique. Gaston D..... avait donc succombé à une maladie spontanée.

(*Presse médicale belge.*)

PHARMACIE.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE ET DE LA PHARMACIE (1).

Nous avons reçu de l'honorable secrétaire de l'Association médicale du Morbihan une lettre accompagnée de deux docu-

(1) Nous trouvons dans le *Moniteur des sciences médicales et pharmaceutiques* l'article que nous reproduisons ici, et qui vient à l'appui de ce que nous avons publié relativement à l'exercice illégal de la pharmacie.

A. CHEVALLIER.

ments d'un grand intérêt sur la question qui préoccupe en ce moment plusieurs associations médicales. L'Association du Morbihan a cru devoir suivre, à l'égard de l'exercice illégal, la conduite que nous considérons comme la plus digne pour le corps médical. Cette conduite produira-t-elle des résultats plus heureux que l'intervention directe des médecins? C'est ce que nous n'osons espérer, nous l'avouerons franchement. Mais, du moins, en procédant de la sorte, le corps médical ne compromettra pas sa dignité en faisant mesurer ses avocats avec les avocats de quelque charron, voire même de quelques religieuses; et si l'on ne gagne rien, du moins on n'aura rien perdu. Nous applaudissons donc à la marche adoptée par l'Association du Morbihan. Nous regretterons seulement qu'en présence de l'insuccès continu de ses rapports, le jury médical n'ait pas cru devoir résigner ses fonctions.

Nous espérons que le bureau de l'Association du Morbihan voudra bien nous tenir au courant de la suite qu'auront ses plaintes légitimes.

H. DE CASTELNAU.

Vannes, le 27 mars 1861.

Monsieur le Rédacteur en chef,

A deux reprises différentes, notamment dans le dernier numéro du *Moniteur des hôpitaux* (23 mars 1861), l'auteur de la *Revue pharmaceutique* a cité notre malheureux département du Morbihan, à propos des concurrences illégales organisées par les congrégations religieuses. Si vous le jugez bon, je mettrai sous vos yeux deux pièces qui établissent la situation du corps médical dans notre pays. J'y joindrai quelques observations qui n'auront d'autre mérite que d'être d'accord avec la réponse que vous avez déjà faite si spirituellement aux points d'interrogation que M. Parisel met dans la bouche d'un ministre imaginaire de l'instruction publique : « Le pharmacien est fait pour vendre des

« médicaments, et le procureur public pour faire respecter la
« loi. Si celui-ci remplit mal son devoir, c'est au ministre à
« veiller qu'il le remplisse bien. »

*1° A Monsieur le procureur général de Rennes, le bureau
de l'Association médicale du Morbihan.*

Novembre 1860.

Monsieur le procureur général, au nom et dans l'intérêt de tous nos confrères, médecins et pharmaciens, qui composent le corps médical du Morbihan, nous avons l'honneur de nous adresser à vous, en demandant aide et protection contre les excès, toujours croissants et rarement réprimés, de la pratique illégale sur tous les points de notre département.

Nous venons à vous, pleins de confiance, forts du droit qui appartient à chaque citoyen de demander justice aux magistrats de son pays, les lois de ventôse et de germinal an XI à la main, ces lois qui nous régissent depuis près de soixante ans, et que nous invoquons aujourd'hui plus que jamais comme le palladium de nos intérêts et de nos libertés professionnelles.

D'autres associations médicales, et en grand nombre, se sont émues des violations journalières de la loi par le fait de concurrences aussi désastreuses pour la santé publique que pour la dignité de la profession. Leur cri d'alarme a été jeté hautement jusque dans le sanctuaire de la justice, et des arrêts récents témoignent que la justice l'a entendu avec sollicitude.

Bien qu'entrés les derniers dans cette voie de réclamations légitimes, nous pouvons affirmer que nulle part la situation du corps médical n'est plus précaire et plus malheureuse que dans le département du Morbihan; et la législation de ventôse et de germinal, dont le plus beau résultat, et c'est là sa gloire, fut d'élever bien haut la profession médicale, en exigeant de ceux qui l'exercent des garanties solides d'instruction et de moralité, ne nous

défend plus contre les empiètements de ceux qui la violent.

Il ne s'agit plus, en effet, comme avant 89, de préjudices causés au public et à la médecine par des charlatans nomades ou des guérisseurs populaires, cette race, sans cesse renaissante, qui trouve sa raison d'être et son principal aliment dans l'ignorance des populations arriérées. Il s'agit d'une autre concurrence, organisée, et prenant depuis quelques années, dans nos campagnes, des proportions énormes, sous la bannière des communautés religieuses.

Dans notre département du Morbihan, la profession pharmaceutique est représentée par *vingt-trois* pharmaciens seulement, ayant diplôme et payant patente. — Autour de ces officines légalement et régulièrement établies, *quatre-vingt et quelques* pharmacies rivales, dirigées par des congrégations féminines, affranchies de tout contrôle, sans aucune garantie scientifique, fonctionnent publiquement au mépris de la loi et s'adjugent du même coup le droit exclusif de la pratique médicale, y compris les bénéfices qui en découlent.

Comme vous pouvez le voir, Monsieur le procureur général, par le tableau que nous vous adressons ci-joint, dans chaque canton, presque dans chaque commune, et jusque dans nos villes, où les secours médicaux ne manquent cependant pas, des couvents de différents ordres, animés du même esprit et dans le même but, s'élèvent, s'enrichissent et se posent en concurrents redoutables. Toutes nos campagnes sont devenues la proie des sœurs dites *de charité*. Elles donnent des consultations, traitent les maladies les plus sérieuses, chez les riches encore plus volontiers que chez les pauvres, manient et distribuent les médicaments les plus dangereux, se font payer des honoraires dont le chiffre constitue un des plus beaux revenus de la communauté ; n'appellent le médecin que dans les cas où leur responsabilité est engagée par un danger imminent, et entretiennent dans les

masses des préventions souvent odieuses contre le corps médical tout entier, qu'elles considèrent comme un rival et même comme un ennemi.

De tous les côtés à la fois, nous recevons de nos honorables confrères des plaintes appuyées des faits les plus scandaleux et les plus nuisibles à leur intérêt comme à la santé des populations. — Ces faits, dont le nombre grossit chaque jour, nous les tenons à la disposition de la justice.

Non-seulement il est de notoriété publique que les corporations religieuses se livrent aux pratiques les plus téméraires de la médecine et contreviennent journellement à la loi si formelle du 19 ventôse an XI ; — non-seulement il est de notoriété publique qu'elles tiennent des dépôts complets de médicaments, qu'elles distribuent des remèdes de toute sorte, sans avoir rempli aucune des conditions imposées par la loi de germinal ; — mais encore il est notoire qu'elles font de ces pratiques illégales un véritable commerce profitable à leurs intérêts, s'attachant à traiter de préférence les malades riches, pour en obtenir des salaires sous prétexte de marchandises vendues.

De cet envahissement toujours croissant des congrégations religieuses dans le domaine de la pratique, il résulte qu'à l'heure qu'il est, l'exercice de la médecine et de la pharmacie appartient presque exclusivement aux sœurs des différents ordres, dont l'influence pernicieuse est représentée par quatre-vingt-sept pharmacies extra-légales exploitant nos campagnes sur toute la superficie du Morbihan.

Nos honorables confrères, docteurs en médecine ou officiers de santé, compromis dans leur dignité professionnelle par des outrages sans nom, et menacés jusque dans leur existence de chaque jour, désertent peu à peu nos campagnes. Les officines pharmaceutiques légales se déprécient, et leur nombre, au lieu

d'augmenter, diminue, pendant que les pharmacies religieuses prospèrent et se multiplient.

La vérité, Monsieur le procureur général, est tout entière dans ces déplorables résultats d'une concurrence illicite, et cette vérité, nous la signalons à la justice.

D'un côté, des communautés religieuses, ne relevant que d'elles-mêmes, sans souci des prescriptions de la loi, continuellement envahissantes, et se multipliant pour accaparer, avec un regrettable succès, toutes les branches de l'art de guérir ;

De l'autre côté, des médecins et des pharmaciens, dont la plupart sont pauvres, presque tous chefs de famille, ayant obtenu un diplôme à force de travail et de sacrifices, payant une patente onéreuse, qui voient chaque jour diminuer pour eux les occasions de soulager leurs semblables et de donner du pain à leurs enfants, et dans les heures de découragement sont tentés de maudire la société qui les abandonne sans protection, après avoir exigé d'eux des garanties d'argent, de savoir et d'honorabilité.

Vous prendrez en considération, nous en avons la confiance, Monsieur le procureur général, la plainte formelle que nous portons contre les religieuses qui pratiquent, dans toutes nos communes rurales, la médecine et la pharmacie salariées, au mépris de la loi de ventôse et de celle de germinal an XI.

En vous signalant le système d'infractions commises par les quatre-vingt-sept communautés inscrites sur la liste, nous ne faisons aucune distinction, parce que toutes ces communautés sont coupables, et que nous possédons contre toutes des preuves incontestables des excès auxquelles elles se livrent.

En rappelant à la stricte exécution de la loi, qui est notre sauvegarde, ceux qui la violent chaque jour, vous ferez cesser, Monsieur le procureur général, un état de choses intolérable ; vous rendrez à la loi sa force et son prestige ; à d'honorables

praticiens, dont vous connaissez la vie de fatigue et de dévouement, avec la jouissance de leurs droits professionnels, les moyens de vivre eux et leur famille; enfin, à des populations abusées, vous rendrez le service de les soustraire à ces légions de guérisseuses ignorantes, entre les mains desquelles l'art de guérir n'est plus qu'une spéculation imprudente et dangereuse pour la santé publique.

Agréez, Monsieur le procureur général, etc.

Signé : Docteur LAGILLARDAIE, président.

Docteur FOUQUET, vice-président.

Docteur DE CLOSMADÉUC, secrétaire.

PERRIN, pharmacien, secrétaire-adjoint.

*2° A Monsieur le procureur impérial de Vannes, le bureau
de l'Association médicale du Morbihan.*

Janvier 1861.

Monsieur le procureur impérial, en réponse aux différentes questions que vous avez bien voulu nous poser relativement à la plainte adressée par l'Association à M. le procureur général de Rennes, nous nous empressons de vous transmettre le résultat sommaire de l'enquête à laquelle nous nous sommes livrés.

Parmi les faits extrêmement nombreux que nous possédons, et dont la masse augmente tous les jours, nous avons dû nécessairement faire un choix de ceux qui nous paraissent les plus saillants et les plus caractéristiques. *Le bureau* vous les signale de bonne foi et sous sa responsabilité.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter, Monsieur le procureur impérial, qu'aujourd'hui plus que jamais le bureau, au nom de tous ses sociétaires, persiste dans sa plainte; et il espère prouver par les nombreux documents qu'il met sous vos yeux, que sa plainte est fondée.

L'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie par les

corporations religieuses n'est plus un fait isolé, mais général. Sur toute la surface du Morbihan, mais principalement dans les campagnes les plus civilisées et les plus riches, la concurrence des sœurs est triomphante et menace d'engloutir le corps médical dans une ruine complète.

Les conséquences de l'envahissement prodigieux de ces pharmacies religieuses, réunies par un lien commun et ayant à leur service des influences et des ressources de toute nature, nous les avons indiquées à M. le procureur général; elles sont désastreuses pour la santé publique et pour la profession.

Nos honorables confrères sont unanimes pour accuser la détresse du corps médical.

Depuis une douzaine d'années seulement, le nombre des médecins a diminué de plus d'un quart dans notre département du Morbihan. Nos praticiens des campagnes cèdent forcément la place à leurs redoutables concurrentes.

En voulez-vous des exemples?

La Roche-Bernard, chef-lieu de canton, a eu jusqu'à cinq docteurs en médecine; l'année dernière, il n'en restait plus qu'un. Depuis huit mois, un deuxième docteur s'y est établi, et déjà ses plaintes nous parviennent.

Rochefort (en terre) a eu de tout temps deux médecins. Un seul y exerce actuellement.

Le canton d'Éven a possédé pendant plusieurs années un médecin, membre de notre association. Depuis l'arrivée des sœurs du Saint-Esprit dans la commune, il n'a pu continuer à y vivre de l'exercice de sa profession, et s'est vu contraint d'abandonner le pays.

Auray a été pourvu de quatre docteurs en médecine; il n'en reste plus que trois.

Un médecin s'était fixé à Sainte-Anne. Les sœurs installées dans la commune et dans les communes environnantes l'ont

mis dans la nécessité de chercher ailleurs des moyens d'existence.

Port-Louis n'a plus qu'un médecin depuis deux ans.

Nous pourrions faire les mêmes remarques dans les arrondissements de Ploërmel et de Napoléonville.

Pourquoi citer les noms de plusieurs docteurs en médecine ou officiers de santé qui figurent sur le tableau, bien qu'ayant renoncé à la pratique de la profession? Quelques-uns même, pour soutenir leur famille, se sont vus forcés de prendre du service comme médecins sur des navires de commerce employés à la pêche de la morue.

Quant aux pharmaciens, c'est bien pis encore. — Le département n'est plus desservi que par vingt-trois pharmacies légales. C'est le petit nombre qui prospère. Comment en serait-il autrement? Les quatre-vingt-sept pharmacies tenues par les sœurs sont en pleine réussite, et s'approvisionnent dans des maisons de drogueries étrangères au département.

Vous nous avez demandé, Monsieur le procureur impérial, quel remède nous voulons qu'on apporte au mal?

Sans nous dissimuler la difficulté de la situation, que nous sommes seuls à subir, nous avons la conviction profonde qu'on ne peut y remédier que par le retour à l'exécution de la loi.

Ce que nous désirons, ce que nous avons le droit de demander, M. le procureur général Dupin l'a proclamé en audience solennelle de la Cour de cassation (chambres réunies), le 4 août 1858 : « A chacun son mérite et son droit. Au médecin le droit de prescrire des remèdes ; — au pharmacien seul le droit de les préparer et les vendre. »

Nous demandons que la loi de germinal an XI et celle de ventôse soient respectées et exécutées par tous, conformément à tous les arrêts de Cours d'appel et de la Cour de cassation, qui établissent d'une façon formelle que la prohibition inscrite dans

les lois est générale et doit s'appliquer, sans exception, à tout individu comme à toute congrégation qui les enfreint.

Et puisqu'il s'agit surtout, Monsieur le procureur impérial, de la concurrence ruineuse pour nous que nous font les associations religieuses, nous demandons purement et simplement qu'elles se conforment à la loi.

Si la sœur veut véritablement concourir à l'œuvre de charité en médecine, son rôle est tracé, et ce rôle, tout modeste qu'il est, est déjà assez beau. — Qu'elle soit l'intermédiaire entre le malade et le médecin ; qu'elle apporte au pauvre, au pauvre surtout, le tribut de ses soins et de ses consolations. Garde-malade vigilante et dévouée, qu'elle exécute les prescriptions de la science ; qu'elle présente les tisanes ; qu'elle pose les sangsues, qu'elle applique les vésicatoires ; qu'elle panse les blessures conformément aux ordonnances du médecin et sous sa direction ; qu'elle ait même un dépôt de substances simples et usuelles ; nous l'accordons, quoique ce soit contraire au texte de la loi. Mais qu'au moins ce dépôt n'ait rien qui ressemble à une officine pharmaceutique ; qu'il soit dépourvu de toutes ces drogues, plus ou moins actives, dont la plupart sont des poisons, et, par suite, des armes dangereuses entre des mains ignorantes. — Qu'il ne sorte de ce dépôt aucun remède qui n'ait été reconnu utile et ordonné par un homme de l'art. Agir autrement, se soustraire à ces devoirs, c'est forfaire à la charité.

Dans la ville de Vannes, chef-lieu du département, quatre pharmacies sont tenues par des congrégations religieuses. Chacune de ces pharmacies constitue un dépôt complet de médicaments ; aucune d'elles n'est dirigée ni même surveillée par un pharmacien. Nous avons la preuve que dans deux de ces pharmacies, on distribue au dehors des médicaments sans ordonnance de médecin ; nous avons la preuve qu'on en fait la vente.

Nous demandons que désormais ces établissements aient à se

maintenir dans la légalité. Nous demandons que ces pharmacies soient surveillées; et au besoin nous leur rappelons que ces ventes illicites de médicaments dans des hospices sont en contradiction flagrante avec les circulaires ministérielles des 16 avril 1828 et 31 janvier 1840, relatives aux établissements de bienfaisance.

Croyez-le bien, Monsieur le procureur impérial, c'est parce que le mal déborde que l'Association médicale du Morbihan, lésée dans ses intérêts et dans sa considération par des atteintes graves, s'est enfin décidée à s'adresser à la justice.

Si les faits que nous vous signalons étaient imputés à des laïques, quels qu'ils soient, les tribunaux n'auraient pas assez d'empressement et de sévérité pour leur appliquer la loi. Pourquoi donc ces femmes, qui n'ont d'autre titre que d'être affiliées à des congrégations religieuses, échapperaient-elles aux conséquences qui résultent des infractions à la légalité?

Si les efforts que nous faisons aujourd'hui pour revendiquer nos droits échouent; si d'une façon ou d'une autre l'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie par les sœurs n'est pas supprimé, c'en est fait de l'avenir des deux professions dans notre pays. Aujourd'hui, ces dépôts illicites de médicaments sont au nombre de quatre-vingt-sept. Dans quelques années, ce nombre sera doublé, triplé même. De la part des communautés religieuses c'est une concurrence organisée avec des proportions colossales et dont le succès est assuré.

La plupart de ces sœurs pharmaciennes ne sont aussi audacieuses que parce qu'elles considèrent comme une autorisation tacite la tolérance qu'on a montrée jusqu'ici à leur égard. Elles ignorent que les lois sont formelles, et qu'elles sont passibles des pénalités inscrites dans ces lois.

Nous comptons sur vous, Monsieur le procureur impérial, pour signifier à toutes ces communautés, par un avertissement

sévère, qu'elles aient dorénavant à se conformer à la loi, en se maintenant dans les justes limites établies par elle et les circulaires ministérielles.

Ce simple avertissement, nous l'espérons au moins, suffira pour ramener dans la légalité un grand nombre de ces congrégations. Quant à celles qui n'en tiendraient aucun compte, et continueraient à nous donner occasion de prouver leurs contraventions, il faut qu'elles sachent que l'Association médicale a pris l'engagement d'exercer contre elles des poursuites et d'intenter des actions civiles, dont le résultat ne saurait être douteux, la jurisprudence étant désormais fixée sur ce point par les arrêts de la Cour de cassation, 1^{er} septembre 1832, 15 juin 1833, et par l'arrêt récent de la Cour suprême du 18 août 1860.

Agréez, Monsieur le procureur impérial, etc.

*Les Membres du bureau de l'Association médicale
du Morbihan.*

Un mot maintenant, Monsieur le rédacteur en chef, sur les jurys médicaux de notre département.

Le jury médical, dont je n'ai jamais fait partie, ce qui me permet d'en parler en toute liberté, est composé d'hommes honorables, spéciaux, des médecins et des pharmaciens. Il n'est tenu qu'à une visite annuelle. En même temps qu'il est appelé à visiter les vingt-quatre ou vingt-trois officines légales, il lui est enjoint de visiter les quatre-vingt et quelques pharmacies possédées et exploitées par les congrégations religieuses.

Je viens de relire les rapports officiels des six dernières années adressés à M. le préfet du Morbihan. Cette lecture, je dois le dire, m'a laissé une impression profonde, et c'est par elle que j'ai pu me faire une idée exacte du complet désaccord de la profession dans nos campagnes. Que ceux qui seraient tentés de savoir ce qu'est une pharmacie religieuse, ce qu'est son fonction-

nement, se donnent la peine de feuilleter ces précieux documents. Chacun de ces rapports adressés à l'autorité départementale lui signale invariablement les mêmes faits monstrueux, les mêmes abus, les mêmes dangers, avec une franchise qui fait l'éloge de ceux qui y ont apposé leur signature. Figurez-vous une cloche d'alarme à la porte de l'autorité supérieure. Chaque année, le jury médical tire vigoureusement le cordon ; chose étrange ! il semble que personne n'entende. Le jury, loin de se décourager, recommence l'année suivante, avec cette gravité qui sied si bien aux chœurs des tragédies antiques, en attendant qu'on veuille bien prêter l'oreille à ses plaintes. Le mal empire chaque jour, et les difficultés de la répression s'accumulent.

Mais, dira-t-on, le jury médical, qui constate les infractions aux lois et règlements établis pour la police des pharmacies, doit dresser une foule de procès-verbaux chez les siens. Il n'en est rien. Chaque contravention commise par les pharmacies civiles et légales est relevée avec soin et punie par les tribunaux compétents. Quant aux pharmacies religieuses, c'est une autre affaire. Pourquoi cela ? Parce que le jury médical a reçu de la préfecture l'instruction verbale de faire une exception en faveur des sœurs. Depuis six ans, on n'a jamais verbalisé contre elles, bien que le jury en ait eu mille fois l'occasion.

Après tout, à quoi bon des procès-verbaux, à quoi bon des poursuites judiciaires ? à quoi bon la constatation juridique d'infractions secondaires de la loi à propos de tel ou tel article ? et quelle loi ? La loi du 24 germinal an XI, qui prohibe d'une façon absolue tout dépôt et toute vente de médicaments en dehors de certaines conditions déterminées. Quelle situation illogique de l'autorité, et comment irait-elle poursuivre une sœur pharmacienne pour la mauvaise tenue de son officine, quand l'existence même de cette officine est un délit et quand la tolérance qu'on lui accorde est l'occasion même de la violation de la loi ?

La sœur se fait guérisseuse parce qu'elle a un dépôt de médicaments qu'il faut écouler, et, comme ce dépôt est contraire à la loi, la sœur fera de la médecine illégale. Supprimez la pharmacie du couvent, vous supprimerez du même coup l'exercice illicite de la médecine, c'est-à-dire cette concurrence qui ruine le corps médical. Vous avez un dépôt de médicaments, vous en distribuez au public, vous en faites le commerce, où sont vos titres? Vous n'en avez aucun. Eh bien! fermez boutique. Vous êtes des délinquantes, vous tombez sous le coup de la loi.

C'est là ce que nous demandons à l'autorité administrative en même temps qu'à l'autorité judiciaire; c'est ce que vous demandez vous-même, Monsieur le rédacteur, en leur citant le proverbe populaire *des vaches bien gardées*. Dieu veuille qu'on ne nous réponde pas éternellement par un mot trop à la mode : *Non possumus!*

En terminant, Monsieur le rédacteur en chef, j'ai à peine besoin de vous dire que vous pouvez faire de ma lettre tel usage que vous jugerez convenable, m'estimant suffisamment heureux d'avoir attiré votre attention sur une forme de charlatanisme qu'on peut surtout bien étudier en Bretagne, où son développement est poussé à l'excès.

Agréé, je vous prie, Monsieur le rédacteur en chef, l'expression de mes sentiments respectueux.

Un de vos abonnés,

G. DE GLOSMADÉUC,

Docteur en médecine à Vannes (Morbihan).

SUR L'AVENIR DE LA PHARMACIE.

Réponse à M. CHEVALLIER, directeur du *Journal de chimie médicale* (1).

Cher et honoré Maître,

En me permettant de prolonger le débat intéressant que vous

(1) Nous faisons connaître à nos lecteurs la réponse que nous a

m'avez fait l'honneur d'accepter, je ne suis animé que d'une seule pensée : c'est de trouver à cette question difficile de l'avenir de la pharmacie, quelques solutions capables de l'améliorer.

Nous constatons d'abord avec plaisir que nous sommes d'accord sur bien des points, et notamment sur les suivants :

La pharmacie de deuxième classe est dans un marasme extrême, dont les causes principales sont les concurrences illicites et la concurrence légale.

La concurrence légale a été engendrée par les facilités trop grandes de réception, et notamment par la suppression du baccalauréat ès-sciences.

Quant à la concurrence illicite, que vous avez exposée avec une désolante vérité, ne serait-elle pas due à l'impunité, favorisée par l'inaction des fonctionnaires chargés de la protection de notre droit et de la répression des abus ?

N'ayant pas l'honneur d'appartenir à un jury médical, il nous sera difficile d'expliquer comment il se fait que des épiciers, des confiseurs, des religieuses, etc., commettent impunément le délit public et quotidien de vendre des médicaments.

Comment se fait-il que partout où la loi est violée avec tant d'audace et en plein soleil de publicité, la répression soit nulle ? Comment se fait-il que les jurys médicaux, cette magistrature spéciale chargée par la loi de réprimer tous les délits de ce genre, ne poursuivent que les abus intérieurs, c'est-à-dire les infractions commises par les pharmaciens, et abandonnent ceux-ci à l'assaut des infractions extérieures !

Après cela, on est bien venu à demander de nouvelles lois, quand celles que nous possédons sont sans usage ! Est-on bien

faite notre confrère M. Parisel. La question est trop importante pour que, dans un prochain numéro, nous ne revenions pas sur cet important sujet.

A. CHEVALLIER.

venu aussi à s'étonner de l'initiative qui pousse les associations pharmaceutiques à se défendre elles-mêmes !

Les tribunaux ont-ils repoussé les mesures de répression provoquées par les jurys médicaux ? Nous ne le pensons pas. C'est d'après un procès-verbal du jury médical de la Seine que la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation, à la suite de jugements contradictoires rendus par les deux premiers degrés de juridiction, est venue apporter une nouvelle force à la protection des diplômes; elle en a relevé sensiblement la valeur.

Que les associations pharmaceutiques de province, à défaut des jurys, poursuivent résolument la fermeture des officines religieuses; ces poursuites succomberont peut-être devant la justice locale, parfois accessible aux influences occultes, mais elles triompheront en dernier ressort. La Cour de cassation ne se déjugera pas, et la Société de prévoyance de la Seine prêtera son concours et son assistance pécuniaire pour soutenir la guerre jusqu'au bout.

N'est-ce pas se bercer d'une illusion funeste que de placer le salut de la pharmacie dans de nouvelles mesures législatives ? Le gouvernement a bien d'autres soucis : *Non de minimis curat prætor.*

Telle est notre situation; acceptons-la avec résignation, mais sans faiblesse; fortifions-nous et défendons-nous dans la légalité existante, en attendant mieux, comme nous le disions en commençant.

Nous sommes d'accord avec vous, cher et savant Maître, pour constater et déplorer la détresse de la pharmacie de deuxième classe. Nous avons décrit cette détresse dans notre dernière revue de 1860.

Mais ce que nous regrettons de ne pas trouver dans votre intéressante lettre, c'est l'indication de quelques remèdes, de moyens quelconques capables de conjurer notre perte. Cette

lacune est regrettable à tous égards. Quel pronostic effroyable pour nous tous, pharmaciens exerçants, pères de famille, qui n'avons d'autre fortune présente et future que le travail de notre officine, et qui voulons la laisser à nos fils, en faisant pour leur réception tous les sacrifices que vous savez !

Une seule mesure préservatrice est indiquée : c'est l'enquête officieuse que vous poursuivez au sujet de la situation déplorable de la pharmacie. Le résultat de cette enquête sera mis sous les yeux du ministre, afin de provoquer son assistance répressive et un arrêté réparateur.

Toute notre approbation la plus sympathique, et celle de nos confrères, est acquise à cette enquête, et nos vœux les plus fervents appellent son succès. Mais, malgré nous, le doute glace notre espérance.

Depuis le ministère Martignac, en 1828, nous avons vu et souvent pris part à bien des pétitions : le nombre en est grand ; tout aussi grand a été celui de nos déceptions. Tant d'échecs nous ont enlevé la foi et l'espérance ; il ne nous reste que la charité. Union et initiative, telles sont les seules ressources que nous voyons pour le moment. Que de nouvelles mesures administratives viennent améliorer notre sort, nous en bénirons les auteurs ; mais en attendant ce jour tant désiré, ne restons pas inactifs et combattons *pro aris et focis* avec les armes que nous possédons ; combattons avec le courage du désespoir.

Les succès obtenus depuis quelques années par plusieurs associations pharmaceutiques ne laissent pas que d'être encourageants. La Société de prévoyance de Paris mérite une reconnaissance toute particulière. « Poursuivez les abus, » dit-elle sans cesse aux pharmaciens de province, « et je serai derrière vous pour vous soutenir. » L'effet a répondu à la promesse.

Nous avons dit qu'une amélioration sensible s'était fait remarquer depuis quelques années dans la pharmacie de première

classe. C'est un fait qui se confirme chaque jour, et dont nous devons rendre grâce aux Écoles supérieures de pharmacie et un peu aux associations libres des pharmaciens. La valeur des diplômes de première classe a subi une remarquable augmentation. Le pharmacien sans fortune, soit avant tout exercice, soit par suite de revers, trouve aisément des associations où tout est honorable et avantageux : considération et appointements. Les pharmaciens marrons n'existent plus.

Si le fait est acquis (et pour beaucoup il est incontestable), il en résulte que la pharmacie de première classe offre aux jeunes gens une carrière libérale assurée, un avenir certain et honorable, que l'on peut comparer à celui des jeunes gens sortant des Écoles du gouvernement. On sait avec quelle ardeur ces Écoles sont assiégées par les fils de famille; eh bien! la pharmacie de première classe leur offre aujourd'hui une voie aussi sûre, plus indépendante et pouvant fréquemment conduire à la fortune.

En effet, les élèves de Saint-Cyr, ceux des Écoles du génie et de l'artillerie, arrivent tous au grade de capitaine. Aller au delà, c'est l'exception. Pour un pharmacien de première classe, les avantages pécuniaires du grade de capitaine sont un minimum qu'il est maintenant toujours sûr d'obtenir au sortir de l'École (il n'en sort, il est vrai, qu'à vingt-cinq ans); et la majeure partie, avec de la persévérance et de l'économie, peuvent aller très-loin dans le chemin de la fortune et de cette espèce de considération qui s'y rattache.

Nous qui vivons au milieu du mouvement commercial de la pharmacie, voilà ce que nous voyons; nous racontons ce qui se passe tous les jours autour de nous.

On ne juge bien que par comparaison. Le barreau est-il plus heureux que la pharmacie? Dans l'une et l'autre carrière on cite quelques fortunes exceptionnelles, quelques succès hors ligne;

mais le *media gens* du barreau, sans parler de la foule qui est en dessous, languit dans une position bien précaire, faute de la somme nécessaire à l'achat d'une des charges à privilège. Quelle est la valeur du diplôme d'un avocat sans clientèle, d'un avocat qui perd la voix, qui se déplace, etc. ?

Le médecin, son sort est-il plus heureux ? Qui ne connaît le médecin de campagne et sa pratique, aussi pénible qu'ingrate (1) ? Si les infirmités, fruit souvent prématuré de ses fatigues, le clouent à son domicile et sur un lit de douleur, quelle ressource lui reste-t-il ?

Le médecin de grande ville rencontre moins de peines corporelles sans doute, mais sa condition n'en est souvent pas meilleure. Que de misères secrètes il est obligé de dévorer ! Il ne nous appartient pas d'insister sur ce triste sujet. Notre pensée sera comprise sans plus ample indication.

Le pharmacien de province peut gagner sa vie sans quitter son foyer et sans grande fatigue. Sa femme et ses enfants lui prêtent un secours efficace ; car une notable partie du menu travail de la pharmacie est fait par les femmes avec une aptitude incontestable. Il peut joindre la droguerie à la pharmacie, car l'une se confond tellement avec l'autre que les mêler n'est pas faire ce double exercice, le cumul proscrit par la loi.

Du reste, cette disposition légale qui interdit le cumul pour-

(1) Un de nos amis, qui exerce très-laborieusement la médecine dans un canton rural et montagneux du centre de la France, s'est sauvé de l'indigence avec une *potion rouge*, composée de 125 grammes d'eau et de 30 grammes de sirop de coquelicots. Ses clients payent volontiers les remèdes et très-difficilement les visites. Chaque visite était accompagnée de la *potion rouge*, accessoire inerte du traitement ordinaire ; son prix représentait exactement celui de la visite. La *potion rouge* a acquis une grande renommée dans le pays ; elle y compte beaucoup de cures merveilleuses, sans compter celle du médecin, qu'elle a guéri de la misère.

rait-elle être invoquée, quand on laisse impuni le cumul de l'épiciier vendant des drogues médicinales? Aussi ne le fait-on pas, et c'est justice. Jugeons humainement les choses humaines. Soyons indulgents pour ceux de nos confrères qui utilisent leurs nombreux loisirs et leurs connaissances spéciales dans les nombreuses branches de la chimie appliquée. Ingénieurs civils par leur instruction, qu'ils étudient les éléments naturels et industriels de leur localité, qu'ils les mettent en œuvre, et tout sera pour le mieux. Encourageons-les plutôt que de les blâmer.

Ainsi, nous voyons avec plaisir des pharmaciens s'occuper de la distillation de la tourbe, des huiles de houille, et d'autres de la manipulation et mise en œuvre des résidus de fabrique, des sels de soude, de l'eau de Javelle, des sels ammoniacaux, des engrais, de l'orseille, du carmin de safranum, de la garancine, des produits photographiques, de ceux des nombreuses industries qui font des emprunts à la chimie, etc., etc.

Gardons-nous donc de décourager les praticiens actifs qui dissipent par le travail le froid de la misère et les funestes suggestions de l'oisiveté. Quand une profession refuse au père de famille la possibilité d'une existence assurée et indépendante, c'est un devoir pour tous d'y joindre les ressources accessoires que peuvent lui créer son activité et ses études; c'est un droit et un devoir pour tous les travailleurs. Pourquoi les pharmaciens en seraient-ils exclus?

En finissant, nous engagerons de nouveau nos confrères à soutenir vaillamment la lutte contre les abus : le succès, et un succès éclatant, est au bout.

En effet, quand la pharmacie sera rentrée en possession de l'exercice entier et exclusif de son droit, quel ne sera pas l'avantage de cette nouvelle situation, à en juger seulement par ce qu'elle a fait dans son état de détresse actuelle! Toute mourante

qu'elle est, la pharmacie (1) a pu trouver plus de 2 millions pour la création et la splendide installation de la pharmacie centrale. Dans les nombreuses expropriations de Paris, les officines démolies ont obtenu des indemnités très-honorables que nous envient des industries pleines de vigueur.

Les exagérations doivent être repoussées, de quelque part qu'elles viennent. Si ce qu'on appelle notre optimisme doit être considéré comme non avenue et déplacé, le pessimisme ne mérite-t-il pas le même verdict ?

Nous avons dépeint, en couleurs aussi vives que possible, les souffrances de la pharmacie de deuxième classe (2) ; nous avons constaté ce qui est incontestable, l'amélioration survenue dans la pharmacie de première classe, par le seul effet de l'application des lois existantes. Toutefois, dans cette dernière partie, beaucoup de bien reste à faire, et beaucoup de bien peut être fait encore en se servant sans faiblesse des dispositions légales que nous possédons, quoique incomplètes.

Nous appuyons à l'avance toutes les démarches qui auront pour objet d'obtenir du ministre compétent les mesures complémentaires tendant à une répression plus efficace des abus ; mais notre espoir dans le succès est bien faible. Le déclarer est pour nous un devoir.

Supposés, cher et honoré Maître, une députation de pharmaciens admise à l'audience du ministre de l'instruction publique et demandant de nouveaux arrêtés. Quel ne sera pas son embarras, si le ministre leur dit :

« Vous demandez, Messieurs, de nouvelles mesures coercitives pour la défense de votre profession ; mais quel usage avez-vous fait des lois et décrets que vous possédez ? Ces lois, qui

(1) Le plus gros contingent est venu de la province.

(2) Voir notre dernière *Revue* de 1860.

confèrent aux pharmaciens *seuls* le droit de vendre des médicaments, ont institué, pour leur bonne et plus sévère exécution, une magistrature spéciale, les jurys médicaux ? Comment les pharmaciens, en majorité dans les jurys, juges et parties dans leur propre cause, comment ont-ils rempli leur mission ?

« Vous nous dites que des épiciers, des confiseurs, des herboristes, des religieuses, des individus quelconques, vendent ostensiblement des remèdes ? Que fait donc le jury médical de chaque département pour la répression de cette illégalité flagrante ? Pourquoi les pharmaciens lésés ne se portent-ils pas parties civiles, comme c'est leur droit, et comme ils l'ont fait déjà avec succès ?

« Vous nous dites que dans le Morbihan, dans la Loire et dans plusieurs autres départements, les pharmacies dites *religieuses* sont en majorité ? Comment se fait-il que les jurys médicaux de ces départements passent avec indifférence devant ces illégalités sans dresser des procès-verbaux, sans poursuites judiciaires, dont l'effet certain serait la suppression de ces pharmacies, avec dommages et intérêts pour les pharmaciens voisins ? Votre droit est constant, il n'a jamais été dénié. Pourquoi ne le défendez-vous pas ?

« Si, par extraordinaire, les tribunaux de la localité, par une de ces faiblesses qui voilent parfois la lumière de la justice, rendaient un arrêt de non-lieu, la Cour d'appel vous est ouverte, et vous avez enfin la Cour de cassation, qui a fait admirer tout récemment la vigueur de ses considérants et la décision de ses arrêts en faveur de votre privilège.

« N'avez-vous pas, à Paris, une association puissante offrant ses ressources aux pharmaciens isolés de la province, pour payer les frais de la guerre ?

« Que vous faut-il de plus ? Pourquoi des armes nouvelles quand les anciennes se rouillent dans vos mains inactives ? »

A l'audition d'un tel langage, si nous concluons, cher et honoré Maître, comme nous avons commencé :

1° En reconnaissant avec vous que la pharmacie de deuxième classe est dans un malaise extrême ; qu'il y a urgence à rétablir l'exigence de diplômes de bachelier ès sciences pour les futurs candidats, et à exiger des jurys médicaux plus de sévérité pour la répression des abus trop réels que vous signalez ;

2° En constatant une amélioration sensible dans la pharmacie de première classe ;

3° En engageant de toutes nos forces, comme nous l'avons déjà fait plusieurs fois dans cette revue, les pharmaciens de chaque département à s'unir et à se syndiquer, afin que tous les syndicats, se rattachant à la Société de la Seine, constituent une défense permanente, rigoureuse, rayonnant par toute la France, éclairant, signalant, poursuivant les intrusions et usurpations, de quelque part qu'elles viennent :

Alors l'unité de la pharmacie serait bientôt conquise, et la pharmacie serait enfin restituée aux pharmaciens.

Soyez indulgent, cher et honoré Maître, pour mes arguments boiteux, incohérents et trop rapidement élaborés ; soyez indulgent en faveur de mes intentions droites et de ma ferveur désintéressée pour la défense de nos confrères malheureux. J'ai dit « ferveur désintéressée ; » car je pourrais garder et abriter une abstention et un silence égoïstes derrière une position personnelle qui me satisfait. Mon sentiment confraternel, étranger à de telles considérations, poursuivra jusqu'à la fin de ma carrière une lutte que je n'ai cessé depuis trente ans de soutenir en province comme à Paris.

Agréez, etc.

PARISEL.

VENTE DES MÉDICAMENTS.

Monsieur,

Vous me demandez si un pharmacien peut mettre en dépôt, chez des épiciers, un médicament portant son étiquette et son cachet ?

Mon avis est que cela est illégal. Nul ne peut préparer ni vendre des médicaments, s'il n'est pharmacien ; l'épicier ne peut donc vendre un médicament déposé chez lui.

Vous concevez qu'avec l'admission de la possibilité de dépôt, un pharmacien, qui ne doit avoir qu'une officine, créerait ainsi des succursales chez tous les épiciers de la ville, du canton, du département, de l'Empire, ce qui serait nuisible pour tous les pharmaciens en général. De plus, le pharmacien qui ferait cela délivrerait tacitement le diplôme de pharmacien à tous les épiciers à qui il confierait la vente de son médicament.

Vous ne me dites pas ce que c'est que le médicament ; car si ce n'est pas un médicament inscrit au Codex, il y a là une affaire de remède secret, puisqu'on considère comme remède secret :

1° Tout médicament qui n'est pas inscrit au *Codex* ou dans le *Bulletin de l'Académie* ;

2° Tout médicament non inscrit qui est préparé d'avance et non sur une ordonnance spéciale.

Voilà, Monsieur, ce que je puis répondre à votre lettre.

Je suis, avec la plus parfaite considération,

A. CHEVALLIER.

RÉCLAMATION.

A Monsieur le Rédacteur du JOURNAL DE CHIMIE MÉDICALE.

Tours, 10 avril 1861.

Monsieur,

Vous avez publié dans un des derniers numéros de votre jour-

nal deux lettres, l'une de M. Barnsby et l'autre de M. Poirier, sur la présence de la chaux dans la magnésie et les moyens de la purifier. Ma première pensée était de ne pas répondre à cette correspondance, riche en intentions malveillantes; mais, ces lettres ayant été reproduites par d'autres journaux, il m'est impossible de rester sous le coup des imputations dirigées contre moi.

J'ose espérer, Monsieur, qu'ayant publié l'attaque, vous ne refuserez pas d'insérer ma réponse, afin de mettre vos lecteurs à même de porter un jugement dans ce fâcheux débat.

J'ai l'honneur de vous adresser une lettre de M. Jacoby, dont la signature est légalisée, ainsi que la copie d'un rapport, également légalisé, lu à la dernière séance de la Société médicale d'Indre-et-Loire (4 avril 1861) par M. le docteur Brame, professeur de chimie à l'École de médecine de Tours, membre du jury d'examen et inspecteur des pharmacies de notre arrondissement.

I.

Baugé, le 2 avril 1861.

Je soussigné, pharmacien à Baugé (Maine-et-Loire), déclare que M. Bodart, pharmacien à Tours, m'a parlé au mois d'août 1859 de la magnésie calcinée au point de vue de la chaux caustique qu'elle contient, question qui dans le moment préoccupait les pharmaciens de Tours. « Il est heureux, disions-nous, que médecins et pharmaciens aient jusqu'ici fait prendre la magnésie dans de l'eau sucrée, quoique la présence de la chaux caustique fût bien certainement le plus souvent ignorée, la chaux saturée ne pouvant plus causer d'accidents. » M. Bodart ajouta même : « Par ce moyen fort simple, peut-être pourrait-on suffisamment purger la magnésie de la chaux qu'elle contient. »

Je suis heureux d'être mis en demeure de faire cette déclaration, afin de rendre hommage à la vérité, et de prouver la bonne foi et la loyauté d'un confrère en butte à des attaques que je n'ai pas mission de qualifier.

Signé : J. JACOBY.

Vu par nous, maire de la commune de Baugé, pour légalisation de

la signature de M. Jacoby, pharmacien, demeurant en cette ville, apposée ci-contre.

Baugé, le 2 avril 1861.

Pour le maire absent,

(Ici le cachet de la mairie de Baugé.) *Signé* : P. FOREST, adjoint.

Certifié conforme à l'original la lettre ci-jointe, qui nous a été présentée par M. Bodart, pharmacien à Tours.

Tours, le 7 avril 1861.

Pour le maire de la ville,

(Ici le cachet de la mairie de Tours.) L. AUVRY, adjoint.

II.

SOCIÉTÉ MÉDICALE D'INDRE-ET-LOIRE.

(Séance du 4 avril 1861.)

Sur un moyen de purifier la magnésie du commerce de la chaux qu'elle renferme par l'eau sucrée et une seule calcination ;

par MM. BRAME et BODART.

Rapport de M. le docteur BRAME.

Dans la double rédaction de sa note sur le saccharate de chaux, M. Bodard nous a entretenu d'abord de l'emploi de l'eau sucrée, comme susceptible d'atténuer ou même d'annihiler sur le tube digestif les mauvais effets de la magnésie contenant une plus ou moins grande quantité de chaux.

Dans la seconde note, il nous entretient du même moyen comme susceptible de débarrasser, en partie du moins, la magnésie de la chaux qu'elle peut contenir.

Lors de la communication de cette seconde note, M. Haime a déclaré que ce procédé était connu de plusieurs pharmaciens. (Séance du 2 novembre 1860.)

Depuis, ces pharmaciens ont cru devoir adresser des réclamations dans plusieurs journaux de chimie médicale, de médecine et de pharmacie (1).

Nous n'avons pas à nous préoccuper de ce qui a pu se passer au dehors de cette Société, attendu que ces pharmaciens ne nous ont adressé aucune communication à cet égard ; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il résulte d'une lettre de M. Jacoby (2), pharmacien à

(1) Lettres de MM. Barnsby et Poirier, insérées dans le *Journal de chimie médicale*, numéro de février 1861, et dans le *Journal des connaissances médicales*, n° 6, etc.

A. B.

(2) Lettre légalisée de M. Jacoby, pharmacien à Baugé, en date du 2 avril 1861.

Baugé, que dès le mois d'août 1859 M. Bodart avait eu la double idée qu'on lui dispute, à savoir :

1° La magnésie étant le plus souvent administrée avec de l'eau sucrée, la présence de la chaux n'y a plus d'inconvénients;

2° Par ce moyen fort simple (l'eau sucrée), peut-être pourrait-on suffisamment purger la magnésie de la chaux qu'elle contient.

Dans le courant du mois de septembre, M. Bodart m'a remis de la magnésie en partie débarrassée par l'eau sucrée de la chaux qu'elle renfermait. D'autres personnes qui se sont exercées à cette manipulation n'ont pas obtenu de la magnésie pure, ce qu'elles ont reconnu récemment dans les journaux précités; et, en effet, j'avais démontré publiquement la présence de la chaux dans la magnésie, traitée de cette manière, à la séance publique de réception des pharmaciens.

Lorsque M. Bodart nous adressa la seconde rédaction de sa note, il y avait longtemps que son idée avait été mise à exécution, qu'il m'avait montré de la magnésie lavée par le procédé qu'il décrit, et cette magnésie était notablement plus pure que celle qui avait été produite à l'examen des pharmaciens (1).

Depuis lors, nous avons examiné la question de plus près, et, nous étant réunis pour faire des recherches, nous avons trouvé un procédé qui permet d'obtenir de la magnésie calcinée pure, après un seul lavage au moyen de l'eau sucrée.

Voici en quoi consiste ce procédé :

1° On commence par réhydrater la magnésie;

2° On la lave convenablement avec de l'eau distillée, afin d'enlever une partie de la chaux;

3° On la lave de nouveau, et à chaud, au moyen de l'eau sucrée;

4° On sèche à l'étuve;

5° On calcine.

Par ce procédé, on a pu dépouiller assez bien la magnésie officielle de la chaux qu'elle renfermait, pour que l'on n'ait pu y découvrir au moyen de l'oxalate d'ammoniaque que de faibles traces de cette substance, si tant est qu'elles existent, soit dans la solution aqueuse, soit dans la solution chlorhydrique. De plus, le bichlorure de mercure colore cette magnésie en rouge orangé foncé.

On a proposé d'employer l'eau sucrée immédiatement après la calcination du carbonate de magnésie, et de recalciner ensuite (2).

(1) Magnésie préparée sous les yeux de M. Barnsby, et présentée au jury d'examen des pharmaciens comme étant chimiquement pure. (Fin de septembre 1860.)
A. B.

(2) Moyen proposé par M. Poirier fils (de Loudun) dans la lettre mentionnée ci-dessus.
A. B.

Ce procédé n'est guère applicable en pharmacie : il donnerait à la magnésie un prix très-élevé, et dans l'industrie on possède des moyens plus simples et moins dispendieux de préparer ce médicament important à l'état de pureté parfaite.

En résumé, ayant précédemment fait la part de chacun dans ces recherches, nous présentons avec confiance nos résultats à la Société, comme fournissant le seul moyen connu jusqu'à ce jour pour purifier la magnésie d'une manière efficace et praticable en pharmacie.

Pour copie conforme au mémoire lu à la Société médicale d'Indre-et-Loire, séance du 4 avril 1861.

Le Secrétaire général,
D^r BLOT.

Vu pour légalisation de la signature ci-dessus.

Tours, le 8 avril 1861.

Pour le maire,

(Ici le cachet de la mairie de Tours.)

L. AUVRV, adjoint.

Je vous l'avoue, Monsieur le Rédacteur, je n'ajoutais pas une bien grande importance à cette simple application d'un procédé vulgaire. Je n'aurais certes pas eu la présomption de donner à cette modeste affaire la qualification de *découverte*, « fruit de mon travail, produit de mon intelligence. » Mon intention, en faisant ces essais sur la magnésie, était seulement de me conformer aux recommandations du jury médical, qui continuait à demander aux pharmaciens de l'arrondissement de Tours de la magnésie exempte de chaux caustique.

Je dois surtout vous signaler un fait, Monsieur le Rédacteur : c'est que la Société médicale d'Indre-et-Loire n'a pas encore publié son *Bulletin* du second semestre de 1860. Comment se fait-il alors que M. Barnsby, tout à fait étranger à cette assemblée, puisse attaquer un travail qui n'a pas encore vu le jour ? Ce fait vous paraîtra au moins singulier.

Loin de moi, Monsieur, la malheureuse pensée « de prendre au pauvre le peu qu'il possède ». Si le jeune pharmacien de l'hôpital général de Tours eût fait auprès de moi une démarche de bonne confraternité, il eût pu se convaincre que mes re-

cherches étaient spontanées, et non le résultat d'une indiscretion qui m'aurait fait connaître ses idées personnelles ; M. Barnsby n'eût pas manqué d'éviter à mon égard une accusation d'indélicatesse qu'il a formulée d'une manière si légère. Du reste, M. Barnsby, déjà mieux inspiré, vient de déclarer à des tiers qu'il regrette de s'être servi envers moi de cette expression blessante.

Quant à la lettre de mon trop jeune confrère M. Abel Poirier (de Loudun), lettre insérée après celle de M. Barnsby, je suis sûr, Monsieur le Rédacteur, que votre religion a été surprise. Il est vraiment déplorable de voir des confrères invoquer « les lois de la bienséance et de la bonne confraternité », quand eux-mêmes, sans motif, s'empressent de les violer. Ne serais-je pas en droit de dire que c'est là le fait « d'un cœur malade, d'un esprit et d'une intelligence peu favorisés des dons de la nature » ?

Veuillez agréer, Monsieur, je vous prie, l'assurance des sentiments distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre très-humble et dévoué confrère

A. BODART,

Pharmacien de l'École de Paris, membre de la Société médicale et ancien membre du jury médical d'Indre-et-Loire, membre correspondant des cercles pharmaceutiques de la Marne, Lyon, Bordeaux, Toulouse, etc.

ASSOCIATION DU BAUME DE COPAHU ET DU GOUDRON ; DU BAUME
DE COPAHU, DE LA PEPSINE ET DU BISMUTH.

L'emploi du goudron en médecine remonte à une haute antiquité ; mais c'est plutôt à l'extérieur qu'on en faisait usage. Son odeur et son goût désagréables semblaient devoir l'exclure à jamais du nombre des médicaments internes.

Plus tard, lorsqu'on eut constaté ses propriétés toniques, on

commença à prescrire de l'eau de goudron, que l'on associait à des sirops analogues; mais la faible proportion des principes actifs que pouvait dissoudre l'eau rendait cette médication souvent insuffisante.

M. le docteur Ricord eut la pensée d'administrer le goudron en nature, et, pour annihiler son odeur et son goût, il le fit mettre en capsules. Les heureux résultats qu'il en a obtenus ont démontré que ce médicament pouvait être pris à l'intérieur, sans inconvénient, quand les capsules étaient préparées avec certaines précautions, car l'huile volatile que renferme le goudron produit sur les voies digestives un effet irritant qui occasionne quelquefois de violentes coliques et une superpurgation.

Un pharmacien a présenté, il y a quelques mois, à l'Académie de médecine une note sur l'association du baume de copahu et du goudron. Sans attendre le rapport des commissaires de l'Académie, M. Ricord a compris de suite les avantages qu'il pouvait retirer de ces deux principes médicamenteux si heureusement associés, et il m'a chargé de préparer des capsules contenant le baume de copahu et le goudron, mis dans des proportions telles que l'action tonique de l'un pût venir en aide aux propriétés antiblennorrhagiques de l'autre.

Ne connaissant pas le travail de mon honoré confrère, j'ai dû chercher par des tâtonnements quelle était la proportion de chacun de ces deux produits qui pouvait réaliser les espérances du docteur Ricord.

Voici la formule des capsules de copahu au goudron qui m'ont donné le meilleur résultat, et que le docteur emploie avec le plus grand succès :

Baume de copahu.....	2,200 grammes.
Goudron de Norwége	200 —
Magnésie calcinée	150 —

M. s. a.

Cette masse est pour quatre mille capsules, que l'on recouvre de gélatine par le procédé ordinaire.

La dose est de quinze capsules par jour.

La proportion du goudron qui entre dans ces capsules produit un singulier résultat ; c'est qu'elle dissimule complètement l'odeur et la saveur du baume de copahu ; de plus, l'odeur et la saveur qui sont propres au goudron lui-même sont complètement atténuées ; de sorte que les capsules ont à peine l'odeur du goudron.

Ces capsules ont donné et donnent chaque jour au docteur Ricord les plus heureux résultats dans les blennorrhagies. Elles ne causent pas les nausées des capsules du baume de copahu pur, et l'influence du goudron empêche l'effet drastique qui accompagne trop souvent l'emploi du baume de copahu.

— Le même (M. le docteur Ricord) a également pensé qu'il serait possible d'atténuer, sinon d'annihiler complètement, l'effet drastique du baume de copahu et les désordres qu'il occasionne sur les voies digestives, en associant à cet agent la pepsine et le sous-azotate de bismuth, dont la thérapeutique obtient de si heureux résultats dans les dyspepsies et les gastralgies récentes ou chroniques.

J'ai préparé sur ses indications des capsules que M. Ricord emploie dans les blennorrhagies avec le plus grand succès, et qui n'ont pas sur l'estomac l'action irritante qui caractérise le baume de copahu.

En voici la formule :

Baume de copahu.....	2,700 grammes.
Pepsine neutre.....	600 —
Sous-azotate de bismuth.....	120 —
Magnésie calcinée	180 —

M. s. a.

Cette masse est pour *six mille capsules*, que l'on recouvre de gélatine par les procédés ordinaires.

La dose est de quinze à dix-huit capsules par jour.

C. FAVROT.

FALSIFICATIONS.

VINS. — MÉLANGES. — APPRÉCIATION.

Cour de cassation (chambre criminelle).

Présidence de M. WAÏSSE.

(Audience du 7 mars).

Bien qu'il semble résulter du rapport de l'expert commis pour analyser du vin saisi chez un débitant, que le liquide n'est qu'un mélange de vin rouge du Midi avec du vin blanc plâtré ; bien que le mélange du vin rouge et du vin blanc et le plâtrage des vins ne soient pas, en thèse générale, des falsifications prévues et punies par la loi du 3 mai 1855, l'arrêt qui déclare « qu'il résulte de l'instruction et des débats que le prévenu a falsifié du vin par addition de mixtions nuisibles à la santé, » fait une appréciation souveraine qui ne permet pas à la Cour de cassation d'entrer dans l'examen des faits révélés par l'expertise.

Ainsi jugé par rejet du pourvoi formé contre un arrêt de la Cour impériale de Paris, rendu le 28 décembre 1860 au préjudice du sieur Level.

M. le conseiller Rives, rapporteur ; M. l'avocat général Savary, conclusions conformes. Plaidant, M^e Bellaigue.

Nota. — La Cour de cassation, dans un arrêt du 27 février 1857 ; la Cour de Montpellier, dans un arrêt du 11 août 1856, ont jugé : la première, que le mélange du vin blanc avec le vin rouge ; la seconde, que le plâtrage des vins, ne constituent pas

par eux-mêmes les falsifications prévues et punies par la loi du 3 mai 1855.

SANS LA FRAUDE, DIT UN AVOCAT CÉLÈBRE, IL N'Y AURAIT PLUS
DE COMMERCE POSSIBLE ?

La bonne foi commerciale semble n'être plus qu'un mythe ; si l'on en juge par les phrases suivantes, que nous lisons dans la *Gazette des Tribunaux* du 28 février 1861, à propos d'une vente de toile de Hollande.

L'avocat de la plaignante établissait que la vente d'une toile avec une dénomination qui n'était pas la sienne était de l'escroquerie, et il terminait sa péroraison par dire : *C'est là de l'escroquerie, ou je ne m'y connais pas.*

Son adversaire répondait :

« Cela est vrai, vous ne vous y connaissez pas, et cela fait honneur à votre candeur, à votre ignorance des us et coutumes du commerce. Est-ce qu'on fait un procès en escroquerie au restaurateur qui vous sert du suresnes pour du mâcon, du montpellier pour du cognac ? au marchand qui vous vend du coton pour du fil, du fer pour de l'acier ? Le mensonge, je suis désolé de le dire, mais il est devenu l'âme du commerce ; le meilleur commis-voyageur n'est autre chose qu'un sublime menteur ; si le mensonge était exilé de la terre, il se réfugierait dans la boutique d'un marchand.

« Et puis, ajoute le défenseur, qui me dira que votre toile est de Flandre, et non de Hollande ? Est-ce que la mécanique n'a pas passé son niveau sur tous les produits, comme elle a posé des bouchons de champagne sur toutes les bouteilles ? Autrefois, il y avait du madère sur quelques tables et de la toile de Hollande dans quelques garde-robes ; aujourd'hui que tout le monde veut du madère et de la toile de Hollande, l'île de Madère c'est le

continent, et la Hollande c'est toute l'Europe. Je ne crains pas de le dire, dit le spirituel défenseur en terminant, si ma cliente pouvait être condamnée pour escroquerie, il n'y aurait plus de commerce possible.»

Ce système de défense a été suivi de succès; les inculpées ont été renvoyées de la poursuite sans dépens.

Soit dit en passant, nous connaissons bon nombre d'honorables commerçants qui ne seront pas flattés de portraits qui ne leur ressemblent pas.

A. CHEVALLIER.

HYGIÈNE PUBLIQUE.

SUR L'EMPLOI DU LINGE ET DE LA CHARPIE COALTÉS DANS LE PANSEMENT DES PLAIES, ET PRINCIPALEMENT DE CELLES QUI PROVIENNENT DES GRANDES OPÉRATIONS CHIRURGICALES.

Par M. DEMAUX, de Puy-l'Évêque.

Au mois de juillet 1858, dans le cours d'une discussion qui avait lieu au sein de l'Académie de médecine, à l'occasion de la poudre de *plâtre coalté*, M. Michel Lévy exprimait le vœu qu'on pût trouver un mode de pansement des plaies qui, tout en conservant la propriété d'absorber les liquides, les sécrétions morbides, fût en même temps désinfectant et permit ainsi de ne renouveler les appareils qu'à de longs intervalles.

La communication que j'ai l'honneur d'adresser aujourd'hui à l'Académie me paraît répondre à ce besoin, et le moyen que je propose remplit parfaitement les deux indications signalées par l'illustre professeur du Val-de-Grâce; ce moyen est d'ailleurs d'un emploi si facile qu'il sera adopté, j'en ai la confiance, avec empressement, non-seulement pour la chirurgie militaire, mais aussi pour la chirurgie des hôpitaux civils, et même pour la pratique privée.

Dans une communication qui a été faite à l'Académie des sciences par M. le professeur Velpeau, dans la séance du 17 décembre dernier, j'ai donné la formule de la teinture alcoolique de coaltar avec addition de savon, et en même temps celle d'un produit qui, une fois refroidi, a la consistance d'un savon mou, très-soluble dans l'eau et composé par parties égales de coaltar, d'alcool et de savon ordinaire; je désignerai ce produit sous le nom de *coaltar saponifié*.

Ces deux produits peuvent servir l'un et l'autre à préparer le linge et la charpie *coaltés*. Je donne la préférence à ce dernier, parce qu'il contient une plus grande proportion de coaltar que la teinture alcoolique la plus concentrée.

Préparation du linge et de la charpie coaltés.

Coaltar saponifié	100 grammes.
Eau ordinaire.....	500 —

Faites dissoudre.

Vieux linge.....	1 kilogramme.
------------------	---------------

Trempez dans la solution ci-dessus pendant quelques minutes, exprimer et faites sécher.

On peut concentrer ou étendre la solution à volonté.

Le linge ainsi préparé prend une couleur jaune-paille.

Réduisez le linge en bandes, en compresses, en charpie; vous obtenez ainsi toutes les pièces d'appareil nécessaires pour le pansement d'une plaie, imprégnées de la solution *coaltee*, possédant, comme le linge blanc et au même degré, la même souplesse, la même facilité dans l'application, la même propriété d'absorber le produit des sécrétions morbides.

Le linge *coalte* agit, en outre, comme désinfectant; non-seulement il prévient les émanations fétides qui deviennent désagréables et insalubres pour les malades, qui vicient l'air des salles de chirurgie, mais encore il empêche la décomposition

des liquides et préserve la surface des plaies de cette influence délétère, en constituant autour d'elles une atmosphère *médicamenteuse*, si je puis m'exprimer ainsi. Par l'emploi de ce mode de pansement, on verra diminuer, j'en suis convaincu, le nombre et la gravité de ces accidents formidables qu'on voit survenir si souvent à la suite des grandes opérations chirurgicales, des plaies contuses, des lésions produites par les armes à feu, surtout dans les hôpitaux et dans les ambulances lorsqu'il y a encombrement de blessés. Par l'emploi de ce moyen, la pourriture d'hôpital sera bien plus rare, si toutefois elle n'est pas empêchée d'une manière absolue, et l'infection purulente s'observera moins souvent, j'en ai la conviction.

Les assertions que j'ai émises dans cette note ne sont pas seulement basées sur l'induction, elles sont sanctionnées et confirmées par l'expérience. Depuis quelques semaines, j'ai pansé des plaies avec le *linge* et la *charpie coaltés*; tout récemment encore, j'ai eu à traiter une vaste plaie de la jambe provenant d'une morsure avec mortification des tissus contusionnés et déchirés, et je dois déclarer que le résultat a dépassé mes prévisions et mes espérances.

A l'appui de mes propositions, je rappellerai les expériences de M. le docteur Burdel, de Vierzou, qui a démontré de la manière la plus précise : 1° que l'air infecté de miasmes ne contenait pas d'ozone; 2° que l'ozone reparaisait dans ce même milieu sous l'influence des émanations de coaltar; et enfin celles de M. le docteur Lemaire, qui a vu s'arrêter et se produire à volonté la formation du pus sous l'influence d'un topique coalté.

Le mode de pansement, après les opérations et dans les vastes plaies, permet de laisser en place le premier appareil pendant quatre et six jours, sans que la moindre odeur fétide se produise; de préserver des mouches et de l'invasion des *vers*, accident plus dégoûtant que grave peut-être, et qu'on observe fréquem-

ment dans les pays chauds pendant les fortes chaleurs de l'été, malgré les soins de propreté les mieux entendus.

En proposant le mode de pansement qui fait l'objet de ce travail, je n'entends pas repousser de la pratique l'emploi de l'*émulsion du coaltar*, que je considère, au contraire, comme un précieux médicament, et qui, d'ailleurs, a rendu de grands services jusqu'à ce jour. J'ajouterai même que dans un grand nombre de cas, ces deux moyens pourraient avec avantage être employés simultanément. Mais il ne faut pas se dissimuler que l'usage d'un *topique liquide*, quand il n'est pas urgent, présente toujours des inconvénients sérieux.

DE L'EMPLOI DU GOUDRON DANS L'ÉLÈVE DES VERS A SOIE.

Par M. COUPIER.

M. Coupier, sous-préfet du Vigan, a fait une observation qui paraît importante pour la guérison de la maladie des vers à soie. Ce fonctionnaire, bien placé pour étudier de près l'affection qui a si cruellement sévi dans nos contrées séricicoles, a reconnu que le goudron de gaz suffit pour préserver les vers à soie de la *gattine*. En s'entourant de toutes les précautions nécessaires pour se mettre à l'abri d'une fausse interprétation, M. Coupier a constaté, d'une part, que des vers à soie sains, élevés dans une atmosphère contenant des vapeurs de goudron de gaz, échappaient à toute infection, et, d'autre part, que des vers à soie atteints de la *gattine*, et provenant de mauvaises graines ou de reproducteurs *gattinés*, étaient guéris par les émanations du goudron. Rien de plus facile, d'ailleurs, que l'emploi de cet agent. Il suffit de placer dans la magnanerie des assiettes ou des vases à fond plat contenant du goudron minéral provenant des usines à gaz d'éclairage, et que l'on désigne quelquefois sous le nom anglais de *coal-tar* ; les vapeurs de goudron qui se répan-

dent dans la pièce suffisent pour préserver les vers. La dépense est tout à fait insignifiante, car le goudron est livré à vil prix par les usines à gaz. Son emploi ne nécessite aucun changement dans l'installation des ateliers; il n'y a qu'à placer dans les coins quelques assiettes pleines de goudron, dont on n'a plus à s'occuper que pour renouveler le liquide qu'elles contiennent après son évaporation, et cette évaporation est très-lente.

Comme l'éducation des vers à soie commencera assez prochainement dans nos départements séricicoles, nous nous empressons de signaler aux producteurs cette méthode nouvelle, si simple et si économique dans son application.

PIQURES MORTELLES D'ABEILLES.

Par le docteur CASARES.

Manuela Torres. 63 ans, mendiante à Maripiros, fut vue parcourant ce village dans la matinée du 18 août 1860; on la vit déjeuner sur les dix heures, et, dans l'après-midi, elle fut trouvée étendue sans mouvement sur le côté latéral gauche, à 9 ou 10 pieds d'une clôture où se trouvait une ruche d'abeilles renversée. Appelé immédiatement, je reconnus que la mort était réelle et qu'il n'y avait aucune trace de violence extérieure. Je prévins l'autorité, en déclarant que cette femme me paraissait avoir succombé à une hémorrhagie cérébrale. Nonobstant, je fus chargé de pratiquer l'autopsie, qui eut lieu le lendemain dans la matinée, conjointement avec D. B. Martinez.

L'habitude extérieure ne montre aucune lésion traumatique, ni trace de mort violente; toutefois la face, les parties latérales du cou, le pavillon des oreilles et la peau du crâne sont le siège d'innombrables piqûres d'abeilles, et quelques-uns de ces diptères se trouvent morts dans les cheveux.

Injection rouge des méninges et de la masse encéphalique;

épanchement considérable de sang liquide très-clair et rouge dans l'arachnoïde et les ventricules du cerveau.

Le ventricule et l'oreillette droite du cœur sont aussi remplis de sang analogue, tandis que les cavités opposées sont presque vides ; les poumons étaient décolorés, exsangues et remplis d'air.

L'estomac et les intestins ne contenaient qu'une faible quantité de matières alimentaires, beaucoup de gaz, sans autre altération. Vessie pleine.

Je conclus donc que cette femme a succombé à une hémorragie cérébrale, déterminée par les innombrables piqûres d'abeilles. Il est probable que, voulant prendre du miel dans le panier, celui-ci se renversa ; l'essaim sortit et attaqua vivement cette femme, qui tomba bientôt sous les piqûres de ces abeilles révoltées, et succomba peu de temps après.

(*Siglo medico*, n° 361.)

OBJETS DIVERS.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — MODE DE PRÉPARATION. — PERLES D'ÉTHER.

— NOM ET MARQUE. — DOMAINE PUBLIC. — DÉSIGNATION NÉCESSAIRE. —

ACTION CIVILE. — COMPÉTENCE.

Cour impériale de Paris (2^e chambre).

Présidence de M. EUGÈNE LAMY.

(Audience du 21 mars).

I. Le nom donné par le premier préparateur à un nouveau mode de préparation d'un médicament appartenant au domaine commun de la pharmacie, peut être conservé par lui comme sa propriété privative et comme sa marque, au moyen du dépôt qu'il en a fait conformément à la loi ; en telle sorte qu'aucun autre pharmacien ne peut se servir de ce nom pour indiquer des produits similaires, à moins toutefois que ce nom soit un terme générique nécessaire pour la désignation

de ce produit, d'après les lois et décrets qui régissent la police de la pharmacie.

II. Le premier préparateur qui a cédé à un tiers pour un temps limité le droit d'exploiter ce mode et le nom qu'il a donné le premier à ce produit, n'en conserve pas moins sur ce nom un droit de propriété suffisant pour lui permettre de poursuivre directement en justice la répression des usurpations qui en seraient faites.

III. La loi du 21 germinal an XI, qui a réglementé l'exercice de la médecine et de la pharmacie, n'interdit pas à un médecin de céder à un pharmacien un procédé mécanique propre à la préparation de certains produits médicamenteux, ainsi que le droit de se servir du nom qu'il a donné à ces produits et dont il s'est assuré la propriété au moyen du dépôt qu'il en a fait au greffe du Tribunal de commerce.

IV. Il ne faut pas confondre les actions dérivant des brevets d'invention et celles qui sont uniquement relatives à la propriété de la marque; les premières sont régies par la loi du 5 mai 1844; les secondes par la loi du 23 janvier 1857, qui attribue juridiction spéciale aux tribunaux civils pour toutes actions civiles relatives à la marque, à l'exclusion des Tribunaux de commerce.

MM. Clertan et Lavalley, médecins à Dijon, ont pris un brevet d'invention pour un instrument destiné à la capsulation, en un certain nombre de petites capsules, des substances d'une nature volatile, et particulièrement de l'éther. Ils ont, les premiers, appelé *perles d'éther* les capsules formées par cet appareil et contenant cette substance. Pour conserver la propriété de ce nom comme marque de fabrique, ils en ont fait le dépôt au greffe du Tribunal de commerce de Dijon. Ils ont ensuite soumis leurs capsules d'éther, ainsi que l'appareil servant à les préparer, à l'examen de l'Académie de médecine, qui a approuvé ce produit dans sa séance du 18 juillet 1848, sans rien préjuger sur la question d'invention, et en reconnaissant même le droit qu'ont tous les pharmaciens de renfermer l'éther dans des capsules gélatineuses, selon le mode connu et tombé dans le domaine public.

MM. Clertan et Lavalley ont, plus tard, cédé à M. Frère, pharmacien à Paris, le droit d'exploiter industriellement leur brevet pendant toute sa durée, et, accessoirement, de se servir du nom *perles d'éther*, dont ils se sont réservé la propriété.

MM. Charpentier, Lambert et C^{ie}, fabricants de produits pharmaceutiques, ayant cru pouvoir désigner, dans leurs prospectus, étiquettes et annonces, sous le nom de *perles d'éther* les capsules d'éther qui sortent de leur officine, MM. Clertan et Lavalles les ont fait assigner devant le Tribunal de commerce de la Seine, pour usurpation de nom et de marque, en dommages et intérêts, avec affiche et insertion du jugement dans les journaux.

Le Tribunal de commerce, en repoussant les moyens présentés par les défendeurs, a accueilli la demande formée contre eux par un jugement du 21 mars 1859, dont MM. Charpentier, Lambert et C^{ie} se sont rendus opposants.

A l'appui de cet appel, M^e Pellot a développé deux fins de non-recevoir, et divers moyens du fond que nous nous bornons à analyser.

« Des médecins, disait le défenseur, ne peuvent revendiquer un nom, une enseigne commerciale, convier le public à l'achat d'un produit pharmaceutique quelconque, par des annonces dans les journaux ou en l'apostillant de leur signature, reproduite en *fac simile*, sans enfreindre les dispositions de la loi du 21 germinal an XI, qui a définitivement séparé l'exercice de la médecine de l'exercice de la pharmacie.

« Sans doute, il n'est pas interdit à un médecin d'inventer des instruments à l'usage de la pharmacie et de se faire breveter pour un procédé nouveau, et de ce droit découlerait celui d'exploiter le brevet par l'intermédiaire d'un pharmacien; mais, d'une part, il faudrait qu'il y eût invention, ce qui est formellement nié dans la cause; et, de l'autre, il faudrait que MM. Clertan et Lavalles, qui ont cédé tous leurs droits à un tiers, et qui, par conséquent, sont sans intérêt apparent comme sans qualité au procès, fussent recevables à plaider pour le compte et en l'absence de cet ayant-cause qu'ils ne font pas même connaître. Leur action n'est donc pas recevable. »

Au fond, le défenseur soutient qu'en livrant la dénomination de *perles d'éther* à l'Académie de médecine, et en provoquant son insertion dans le *Bulletin officiel* de cette Société, à la date du 27 janvier 1852, MM. Clertan et Lavalles en ont spontanément consacré l'emploi scientifique et l'ont mise dans le domaine public tout aussi bien que si elle était insérée au Codex (décret du 3 mai 1850, relatif aux remèdes approuvés par l'Académie de médecine).

« Il en résulte, dit-il, que la faculté d'user de la dénomination de *perles d'éther*, que MM. Clertan et Lavallo ont accréditée les premiers, est devenue une dénomination de droit commun. Or, en matière pharmaceutique, toute dénomination reçue est d'intérêt général; réserver aux inventeurs réels ou prétendus la propriété des dénominations sous lesquelles les produits pharmaceutiques sont offerts au commerce, ce serait admettre pour leur débit un monopole que la loi leur refuse (Paris, 12 janvier 1857; cassation, 31 janvier 1860). Il n'est pas davantage permis d'introduire ici une distinction entre les dénominations génériques et celles de fantaisie, toute différence de nom étant incompatible avec les règlements qui régissent la police de la pharmacie. »

M^e Desmarest, dans l'intérêt de MM. Clertan et Lavallo, a combattu ces arguments par des considérations tirées de la bonne foi et du respect dû aux marques de fabrique.

M. l'avocat général Sapey, en concluant dans le même sens, insiste sur la nécessité d'admettre en semblable matière une distinction entre les désignations nécessaires et celles de pure fantaisie.

« Sans doute, a dit ce magistrat, lorsqu'un médicament est entré dans le domaine commun de la pharmacie, la préparation et l'exploitation de ce remède sont permises à tous les pharmaciens, avec la faculté ouverte à chacun d'eux de l'annoncer et de le débiter sous la dénomination qui sert dans l'usage à le désigner. L'application de ce principe peut même s'étendre à la désignation dont le nom de l'inventeur ferait partie, si, dans l'usage et par le fait même de l'inventeur, ce nom est devenu l'élément nécessaire de la désignation du produit. Obliger dans ce cas les pharmaciens à changer le nom sous lequel le médicament est connu, ce serait les mettre en contradiction avec les règles de leur profession et les exposer au reproche d'annoncer un remède secret. Mais quand le nom adopté par un pharmacien ne porte que sur le mode de préparation d'un médicament connu; quand ce nom est indifférent à la désignation même du médicament et qu'il ne présente en réalité qu'une marque de fabrique qui laisse subsister le nom essentiel et distinctif, il est susceptible d'une appropriation au profit de celui qui s'en est servi le premier et qui l'a conservé au moyen du dépôt exigé par la loi. Ainsi, au point de vue de la désignation du médicament, il faut reconnaître que les noms *perles d'éther*, *capsules* ou *capsulines d'éther*, désignent

le même remède. Le mot *perles* n'est donc pas une désignation nécessaire; dès lors, il peut être considéré et conservé comme marque.»

La Cour a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour,

« En ce qui touche la compétence :

« Considérant que le litige d'entre les parties ne s'élève point à l'occasion de brevets obtenus par Clertan et Lavallo, et par eux cédé à Frère, brevet qui d'ailleurs ne s'applique qu'à un instrument destiné à la fabrication d'enveloppes gélatineuses propres à renfermer divers médicaments de nature volatile, et qui ne contient de dénomination spéciale à aucun de ces produits;

« Considérant que l'unique objet du débat est la propriété du nom *perles d'éther*, que, de l'aveu des appelants, Clertan et Lavallo ont employé les premiers, qu'ils ont déposé, comme marque de fabrique et de commerce, au greffe du Tribunal de commerce de Dijon, et dont ils soutiennent qu'ils sont seuls en droit de se servir ou de déléguer l'usage;

« Considérant que cette dénomination ne s'applique pas à une préparation médicinale dont ils puissent revendiquer le monopole, mais à une espèce de capsules ou enveloppes de médicaments appartenant, quant à leur forme, à leur matière et à leur contenu, au domaine public, et vulgarisées dans le commerce de pharmacie;

« Que la propriété de ce nom ne présente donc que l'intérêt purement mercantile qui s'attache aux moyens de fabrication ou de commerce, et que les contestations auxquelles elle peut donner lieu doivent être soumises aux règles qui régissent cette matière depuis la loi du 25 juin 1857;

« Considérant qu'aux termes de l'article 16 de cette loi, les actions civiles relatives aux marques doivent être portées devant les tribunaux civils, à l'exclusion des tribunaux de commerce; que le Tribunal de commerce était donc incompétent *ratione materiæ* pour connaître de la demande; et que, s'agissant d'une exception qui intéresse l'ordre des juridictions, il est du devoir de la Cour de la relever d'office;

« Considérant néanmoins que la cause est disposée à recevoir une décision définitive;

« En ce qui touche la fin de non-recevoir puisée par les appelants dans la qualité de médecin que prennent les intimés :

« Considérant que rien dans la législation qui régit la médecine et la pharmacie n'interdit à un médecin de céder à un pharmacien un procédé mécanique propre à la fabrication de certains produits médicamenteux, et la propriété du nom qu'il a donné à ces produits, même alors qu'ils appartiennent au domaine public;

« En ce qui touche la deuxième fin de non-recevoir tirée de la cession que Clertan et Lavalley ont faite au profit de Frère :

« Considérant que, en lui cédant pour tout le temps de sa durée le droit d'exploiter leur brevet, Clertan et Lavalley ne lui ont concédé que pour un temps limité l'usage exclusif de la dénomination *perles d'éther* pour des capsules contenant une dose de ce liquide; que cet abandon temporaire ne leur a point fait perdre la propriété de cette dénomination, qu'ils ont déclaré se réserver lors du dépôt qu'ils en ont fait au greffe du Tribunal de commerce de Dijon;

« Qu'ils ont donc qualité, intérêt et droit à exercer l'action qu'ils ont dirigée contre Charpentier, Lambert et C^{ie};

« Au fond :

« Considérant que, ainsi qu'il a été dit, l'objet du litige est une marque de fabrique et de commerce dont les intimés ont conservé la propriété privative au moyen du dépôt qu'ils en ont fait; qu'à la vérité ce dépôt est antérieur à la loi du 23 mai 1857, mais que l'article 21 de cette loi a conservé à de semblables dépôts leur effet pour quinze années à partir de l'époque où elle est devenue exécutoire;

« Considérant, au surplus, que la dénomination de *perles d'éther* n'est pas un terme générique nécessaire à la désignation des produits auxquels Clertan et Lavalley l'ont appliquée, puisqu'il en existe d'autres pour les indiquer;

« Considérant que, par l'usurpation de ce nom pour un produit similaire présenté sous une forme quelque peu différente, Charpentier, Lambert et C^{ie} ont voulu établir une confusion avec ceux de la pharmacie Frère, et ont fait aux intimés une concurrence préjudiciable dont ils doivent les indemniser;

« Considérant qu'en l'état ce préjudice sera suffisamment réparé par le paiement d'une somme de 500 francs;

« Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant comme nul et incompétemment rendu; évoquant, et statuant au principal: sans s'arrêter aux fins de non-recevoir présentées par Charpentier, Lambert et C^{ie}, dont ils sont déboutés; fait défense à Charpentier,

Troisième division.

1 ^{er} prix <i>ex æquo</i>	{ M. GROUSSEAU, élève chez M. Duroy. M. TIREAU, élève chez M. Taborel.
2 ^e prix <i>ex æquo</i>	{ M. GREHAN, élève chez M. Vervæst-Béranger. M. LUQUET, élève chez M. Sinval.
3 ^e prix	M. BOISREDON, élève chez M. Moulin.
Mentions honorables.	{ M. QUESNEL, élève chez M. Coquil. M. LENGLET, élève chez M. Dubrac.

A l'ouverture de la seconde partie de la séance, M. Marcotte, secrétaire général, a donné lecture du compte-rendu des travaux du conseil d'administration pendant l'année écoulée, au milieu des marques d'approbation de l'assemblée tout entière.

Ce rapport constate, en effet, les services nombreux que la Société a rendus à la pharmacie française, car elle a su à la fois secourir de nobles infortunes et prendre vigoureusement en main la défense des intérêts professionnels. Grâce au concours de l'École de pharmacie, elle a obtenu de nombreuses et sévères condamnations contre les parasites qui empiètent sur les droits des pharmaciens; de plus, elle a fait fixer la jurisprudence sur la question des pharmacies tenues par des prête-nom, en s'appuyant à la fois sur la déclaration de 1777, si favorable à la pharmacie et dont elle est parvenue à faire consacrer la non-abrogation, et sur la loi de germinal an XI. La situation était d'autant plus grave que la plupart des propriétaires de ces établissements s'étaient réunis et avaient fait un fonds considérable pour soutenir la lutte devant tous les degrés de juridiction, en empruntant au barreau ses plus brillants avocats.

Forte de son droit et pleine de confiance dans ses défenseurs habituels, dont les mémoires ont fortement élucidé le débat, la Société a accepté ce combat judiciaire, et ses efforts ont été couronnés d'un succès complet. La Cour de cassation a définitivement décidé que le pharmacien légalement reçu ayant seul qualité pour ouvrir une officine, il avait seul le droit de la posséder, et elle a confirmé l'arrêt de la Cour de Paris condamnant les propriétaires de ces établissements pour exercice illégal de la pharmacie.

La Société a terminé sa séance en procédant au remplacement des membres de son bureau, dont les pouvoirs étaient expirés.

Par suite de ses élections, son conseil d'administration pour l'année 1861-1862 se trouve ainsi composé :

Président.....	M. FOURNIER.
Vice-président.....	M. P. LAMOUROUX (1).
Secrétaire général..	M. MARCOTTE.
Secrétaire adjoint..	M. GENEVOIX.
Trésorier.....	M. GAROT.
	M. FAVROT.
	M. GARNOT.
	M. REXÈS.
	M. LABÉLONYE.
Conseillers.....	M. DESNOIX.
	M. MAYET.
	M. A. VEE.
	M. MARINIER aîné.
	M. DETHAN.
	M. FAYARD.

RECHERCHES SUR L'IVROGNERIE.

Nous extrayons de la *Science pour tous* un article de M. L. Giraud sur les funestes conséquences de l'usage exagéré de l'alcool :

« Des statistiques bien établies prouvent que le nombre des personnes qui succombent chaque année aux ravages de l'alcool s'élève en Angleterre à 50,000, en Russie à 10,000 ! Mais, avant de mourir, ces malheureuses victimes payent à leur triste passion un tribut de souffrances qui tourmentent leur misérable vie et en font une mort anticipée.

« Les eaux-de-vie activent puissamment les glandes de la bouche et de l'estomac. La sécrétion devient très-abondante et la sensibilité finit par s'émousser. Le goût s'en va avec elle, et cela est si vrai, qu'il n'est pas rare de voir passer des hommes d'une liqueur douce à une liqueur plus forte, et arriver insensiblement à trouver que l'alcool pur et l'absinthe n'ont aucune saveur.

(1) La pharmacie vient de faire une perte dans la personne de ce vénérable et estimé collègue, qui a succombé dans sa 77^{me} année.

Lamouroux était maire de Vitry-sur-Seine, chevalier de la Légion d'honneur ; il avait été membre du Conseil général.

Une affluence considérable a fait connaître l'amitié que lui portaient ses collègues et les habitants de la commune dont il était maire depuis un grand nombre d'années.

« Sous l'influence de ces boissons funestes, les muqueuses s'épaississent, les tissus, le cerveau et le système nerveux, dont les ramifications nombreuses courent dans tout le corps humain, se désorganisent, et l'individu contracte un état morbide qui ne tarde pas à devenir chronique. C'est alors que se manifestent tous les effets de cette maladie : le tremblement des membres, l'affaiblissement de la force vitale, l'impuissance ; le corps se courbe, les cheveux blanchissent, et à quarante ans l'homme n'est plus qu'un vieillard. « L'alcool, dit Liebig, par son action sur les nerfs, est comme une lettre « de change tirée sur la santé de l'ouvrier, et qu'il lui faut toujours « renouveler, faute de ressources pour l'acquitter. Il consomme ainsi « son capital au lieu des intérêts, et de là inévitablement la banque- « route de son corps. »

« Un des résultats les plus fréquents de l'alcoolisme est la paralysie des organes. J'ai lu quelque part qu'un charpentier, parfaitement sain et très-robuste, mais qui avait la triste habitude de boire tous les jours de larges doses d'eau-de-vie, fut frappé à l'âge de trente-cinq ans d'une paralysie de la langue ; les mots qu'il prononçait étaient inintelligibles. Quelques mois après ce premier accident, il perdit l'usage du bras droit, et finalement il succomba à une paralysie du cerveau !

« Telles sont les tristes conséquences de l'abus des liquides alcooliques. A celles que nous venons de décrire et qui frappent le corps, viennent s'ajouter parallèlement celles qui affectent l'esprit. C'est là qu'on peut voir et pour ainsi dire toucher du doigt les rapports intimes qui unissent le corps à l'âme, les organes à l'intelligence.

« Toutes les facultés de l'individu s'évanouissent l'une après l'autre. La mémoire se perd, l'hébétement et bientôt la folie remplacent les qualités intellectuelles que l'homme possédait. La passion du crime, celle du suicide, se développent avec une rapidité effrayante, et ce qu'il y a de plus terrible, c'est que tout ce hideux cortège de l'alcoolisme est héréditaire : les enfants sont punis des fautes paternelles, conséquence fatale et qui devrait donner à réfléchir.

« A la première génération, dit le docteur Louis Cruveilhier, apparaissent l'immoralité, la dépravation, les excès alcooliques et l'abrutissement moral ; à la seconde, l'ivrognerie héréditaire, les accès maniaques et la paralysie générale ; à la troisième, les tendances hy-

pocondriaques, la lypomanie et les tendances homicides; à la quatrième enfin, l'intelligence est peu développée et l'enfant, stupide ou idiot et dégradé, n'arrive pas à l'état adulte, et la race s'éteint. »

« Voilà le tableau que nous offre la science des conséquences de l'alcoolisme. Si maintenant nous demandions à la criminalité des renseignements à ce sujet, nous serions convaincus de cette triste vérité que le nombre des crimes et des suicides croît en raison directe de la consommation des liqueurs alcooliques, et qu'en Suède, par exemple, où cette consommation est excessive, le rapport des suicides est de 1 sur 30 individus décédés de vingt-cinq à cinquante ans! »

MESURES PRISES CONTRE LES IVROGNES.

M. le préfet du Nord vient de prendre l'arrêté suivant :

« Art. 1^{er}. Tout individu qui sera trouvé sur la voie publique, dans les débits de boissons ou autres lieux publics, en état d'ivresse de nature à occasionner du désordre ou du scandale, ou présentant un danger pour lui-même ou pour autrui, sera immédiatement arrêté et conduit, à ses frais, dans les salles de police dites *violons*, pour y être retenu jusqu'à ce qu'il ait recouvré la raison.

« Art. 2. De ce chef, le contrevenant pourra être traduit devant le Tribunal de simple police, à moins qu'il ne soit établi que son ivresse était purement accidentelle ou involontaire.

« Art. 3. Défense est faite aux cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons de laisser boire jusqu'à ivresse les personnes qu'ils recevront dans leurs établissements. En conséquence, lorsqu'il sera constaté qu'un individu est sorti d'un débit en état d'ivresse, le débitant sera traduit devant le Tribunal de simple police, sans préjudice des mesures administratives qui pourront être prises contre lui, en vertu du décret du 29 décembre 1851. »

MOYEN DE RECONNAÎTRE L'ALCOOL DE BETTERAVES OU DE POMMES DE TERRE MAL RECTIFIÉ.

Par M. STERN.

On humecte du chlorure de calcium placé dans un bocal avec l'eau-de-vie à examiner, on recouvre d'une plaque de verre; après quelques minutes l'odeur d'huile de pommes de terre devient très-manifeste.

BIBLIOGRAPHIE.

PRÉCIS D'HYDROLOGIE MÉDICALE

ou

LES EAUX MINÉRALES DE LA FRANCE

ÉTUDIÉES DANS UN ORDRE ALPHABÉTIQUE ET SOUS LA FORME DE *Dictionnaire*

Par le docteur ISID. BOURDON,

Ancien inspecteur des eaux minérales, membre de l'Académie de médecine, etc.

Un volume grand in-18. — Prix : 3 francs.

Librairie de J.-B. BAILLIÈRE, rue Hautefeuille, et L. HACHETTE, rue Pierre-Sarrazin.

Tel est le titre d'un nouvel ouvrage que le docteur Bourdon consacre à nos eaux minérales. C'est un livre peu volumineux, où la clarté et la solidité le disputent à la concision. On voit que l'auteur s'est appliqué à réunir et condenser tout ce qui peut intéresser le praticien qui prescrit le remède, et renseigner le malade éclairé qui en fait usage pour ses maux. Après avoir lu ce Dictionnaire, on aurait peine à décider s'il sera moins utile au malade qu'au médecin, tant l'auteur s'est appliqué à le rendre compréhensible pour tous. Il a été publié isolément sur Vichy, sur Plombières, Bagnères et le Mont-Dore, de très-gros volumes qui, remplis de hors-d'œuvre, ne renferment peut-être pas plus de connaissances vraiment pratiques que n'en réunit sur chacune de nos vingt à trente eaux les plus célèbres le volume dont nous parlons.

Pour se restreindre de la sorte, on conçoit qu'il faut comprendre son objet tout entier; car on n'abrège avec utilité et proportion que ce dont on embrasse le tout ensemble, sans aucun retranchement. Sous ce rapport, il en est de l'œuvre de l'écrivain comme de l'œuvre du peintre.

Si M. Bourdon ne connaissait pas à fond les eaux minérales, ce serait sa faute : il a été, pendant des années, inspecteur d'un établissement thermal de quelque renom; il est, depuis trente ans, membre de l'Académie de médecine, qui a charge officielle des eaux minérales; plusieurs fois, il a été membre de la commission des eaux, son secrétaire ou son rapporteur; au nom de l'Académie, et parfois sur demande ministérielle, il a rédigé des rapports et des in-

structions, pris connaissance de pièces originales, reçu des inspecteurs de précieux renseignements, étudié leurs rapports annuels, eu communication de leurs études personnelles et reçu leurs confidences. Naturellement donc, l'auteur a sur chaque établissement thermal en renom des notions presque aussi complètes que sur celui qu'il a personnellement inspecté.

Déjà, d'ailleurs, il avait publié un *Guide aux eaux minérales* dont les éditions sont épuisées; et comme la science hydrologique a fait de nos jours quelques progrès, parallèlement aux progrès de la clinique médicale et de la chimie, il a eu le courage de refaire un Guide nouveau, qui supplée le premier sans lui rien emprunter, pas même sa contexture.

M. Bourdon parle dans ce traité nouveau, que sa forme de dictionnaire rend fort commode, de cent soixante-quinze eaux françaises, dont chacune a son importance, sa clientèle, son efficacité respectives, son genre de malades, ses cures, ses succès, et quelquefois aussi ses accidents plus ou moins conjurables.

Ce dictionnaire ou précis hydrologique, après vingt-cinq ou trente pages de généralités sur les vertus des eaux minérales, leur thermalité, leur origine probable et leur composition élémentaire, étudie avec soin, une à une, chaque eau minérale, sa nature, la distance où elle est des villes notables de la contrée, le nombre et le nom de ses sources, leur température respective, les sels qu'elles renferment, etc. L'auteur en étudie scrupuleusement l'efficacité positive, les vertus spéciales et la réputation traditionnelle, de même que les cas d'insuccès et de mécomptes; il mentionne avec exactitude celles qui contiennent des bicarbonates alcalins ou un principe sulfureux, de l'iode, du brôme, du fer, du manganèse ou de l'arsenic, etc., et il s'attache, d'après les analyses les plus modernes, à préciser la dose et la nature de chacun de ces principes.

Enfin, l'auteur spécifie expressément sur quelles maladies chaque eau minérale exerce le plus d'action, soit en bien, soit en mal, pour guérir ou pour aggraver. Il se garde bien de déprécier aucune eau minérale, mais il n'en vante aucune à outrance et avec partialité; il mesure son estime pour chacune à ses mérites reconnus. Ensuite, telle eau, efficace dans tel cas, peut devenir nuisible dans un autre. L'auteur n'en fait pas mystère, et il le dit sans détour, tout en s'appliquant à discerner, des cas où le mal serait aggravé, les circon-

stances où il s'améliore. M. Bourdon ne dissimule pas les accidents de certaines cures; il va même jusqu'à citer quelques catastrophes en petit nombre (p. 17, 72, 154, etc.), mais parfaitement authentiques.

Très-sobre en fait de citations historiques et d'anecdotes, l'auteur ne s'est toutefois abstenu de ces hors-d'œuvre que lorsqu'ils lui ont paru superflus; mais il est des cas où l'on suit moins un conseil qu'un exemple. M. Bourdon montre la même réserve pour les théories : il s'en est rarement préoccupé. Toutefois, quand un précepte essentiel lui a paru s'appuyer sur un principe scientifique, il n'a pas négligé d'en faire dériver le précepte comme conséquence.

Afin de mieux faire apprécier le livre de M. Bourdon, nous en citerons quelques passages pris çà et là :

« Tout varie tellement d'homme à homme, et surtout de malade à malade, qu'on finirait par douter d'un remède qui agirait identiquement dans des cas si dissemblables à tant de titres. Ce ne sont, en effet, pour tous les malades, ni le même âge, ni le même tempérament, ni les mêmes habitudes de régime, d'occupations et de société, ni les mêmes conditions de fortune, ni le même caractère; ce ne sont d'ailleurs ni les mêmes causes qui ont occasionné le mal, ni exactement les mêmes symptômes qui le signalent et le divulguent, ni les mêmes complications, ni surtout les mêmes épreuves quant aux traitements antérieurs. On aura beau dissimuler, l'homme malade par l'effet des excès diffère de l'homme dont les privations ont ruiné la santé, etc. » (P. 276.)

Ailleurs, parlant des bains de mer :

« La mer, dit M. Bourdon, renferme un extrait de tout ce qui compose la terre, ses productions, ses habitants. L'eau même a été nuage, a été neige, glacier, rosée, vapeur; elle a été sève et sang, etc. » (P. 156.)

Ailleurs, où il est question de douleurs dont le siège se déplace, l'auteur dit :

« Ces eaux sont conseillées avec fruit dans les névralgies et dans quelques rhumatismes.....; mais les douches de cette localité agissent quelquefois trop puissamment sur les rhumatismes, car elles les déplacent, et plus d'une fois le mal extérieur s'est porté au dedans par une sorte de *métastase*. Or, mieux vaut encore un rhumatisme à l'épaule qu'à l'estomac ou au diaphragme. » (P. 75.)

On lit dans un autre endroit :

« La plupart des clients de ces eaux se plaignent de l'estomac et de leurs digestions. On y rencontre un grand nombre de *dyspepsies*, affection maintenant fort à la mode, depuis que le docteur Chomel en a souffert personnellement et l'a décrite en conséquence, c'est-à-dire avec exagération, conférant de la sorte à un pur symptôme toute l'importance et la gravité d'une maladie. » (P. 217.)

Nous terminerons ces citations par le passage suivant :

« Par sa seule température, on peut juger de la profondeur du laboratoire où l'eau minérale s'est amassée et élaborée. Et d'abord, l'eau, même la minérale, n'a guère que 10° centigrades de température à la surface du sol, et jusqu'à 30 mètres de profondeur cette température ne change pas. Il faut donc faire abstraction et des premiers 10° de chaleur et des 30 premiers mètres du sol. L'eau souterraine acquiert ensuite autant de degrés centigrades, termes compensés, que son trajet dans le sol compte de fois 30 mètres. Commencant donc par 10° de chaleur et par 30 mètres de profondeur, si l'eau marque 20° centigrades, c'est qu'elle vient d'une profondeur de 330 mètres. 30° désignent 630 mètres, 40° 930 mètres, 50° 1230 mètres, et ainsi de suite. La source de Bonne, qui marquait 96° centigrades, devait provenir d'une profondeur de 2610 mètres. » (P. 12 des *Vues préliminaires*.)

Dans des *Notes complémentaires* qui terminent l'ouvrage, et que nous voudrions voir plus développées, M. Bourdon parle successivement :

1. Des bains d'hiver et des salles d'aspiration;
2. Des eaux dont les boues sont utilisées comme moyen de médication;
3. Des eaux qui calment le cœur et ralentissent le pouls;
4. Des eaux qui contiennent de l'arsenic à doses non redoutables;
5. Des maladies qui requièrent plus expressément l'usage des eaux minérales;
6. Des présages de guérison ou d'amendement dans le cours d'un traitement hydrologique;
7. Des différences d'efficacité inhérentes au sexe;
8. Des soins accessoires qui intéressent la guérison;
9. De l'influence des intempéries sur le succès des cures thermales.

Après quoi viennent quelques aphorismes sur les maladies chroniques, un extrait des *Instructions* que l'auteur a rédigées, au nom de l'Académie de médecine, pour les médecins inspecteurs des eaux françaises (1), et enfin le décret impérial du 28 janvier 1860 concernant l'administration des eaux.

Pour principal éloge de notre collègue, nous dirons que son dernier ouvrage ne pouvait être fait que par un membre de la *Commission des eaux minérales de France*, la seule école où de continuelles comparaisons et discussions enseignent l'impartialité et la justice.

A. CHEVALLIER.

ESSAI SUR LA GARANCE;

Par le docteur SACE.

Chez Victor MASSON et fils, place de l'École de médecine, à Paris.

Aujourd'hui que l'attention se porte sur toutes les questions pratiques qui se rapportent à l'agriculture et à l'industrie, on ne lira pas sans un vif intérêt l'exposé des travaux faits sur la garance par le docteur Sace, et auquel ce savant donne le nom modeste d'*Essai*.

Le docteur Sace y développe les ressources que tous les pays, et particulièrement l'Algérie, peuvent tirer de la culture de cette plante si éminemment cosmopolite dans ses variétés; culture rendue d'autant plus avantageuse qu'il est facile de séparer la matière colorante de la plante, qui peut être utilisée dans le lieu d'origine comme fourrage et engrais. L'extrait qu'on en obtient va dans les indiennes, où, par une heureuse découverte, ce savant fixe directement, sans bain de teinture, la matière colorante qu'il contient sur les étoffes qui doivent servir à vêtir la partie la plus nombreuse et la plus intéressante de la population. L'application de ce mode de faire, qui diminue considérablement le prix de revient de la mise en couleur du coton, est un service d'une immense portée, qui assure au docteur Sace la reconnaissance des hommes qui veulent le bien-être de leurs semblables.

(1) Quoique le titre n'en fasse point mention, l'ouvrage de M. Bourdon contient des articles sur les eaux de la Savoie, sur plusieurs eaux d'Italie, sur les eaux d'Ems, les eaux de Louèche, les bains de mer, etc.

Le Gérant : A. CHEVALLIER.